

# 2013

POLITIQUES ALIMENTAIRES  
MONDIALES  
RAPPORT



INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE

A photograph of a rice field during harvest. In the background, a combine harvester is working in a field of golden rice. The foreground is a close-up, slightly out-of-focus view of rice stalks, creating a sense of depth and immersion in the agricultural setting.

**APERÇU**

## À propos de l'IFPRI

Créé en 1975, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) propose des solutions fondées sur la recherche en vue de réduire la pauvreté et mettre un terme à la faim et à la malnutrition dans le monde de manière durable. L'Institut a pour rôle de mener des recherches et d'en communiquer les résultats, de mettre en place et faire fructifier des partenariats solides, et de développer les compétences. Il vise ainsi à garantir une production alimentaire durable, à promouvoir des systèmes alimentaires sains, stimuler les marchés et le commerce, transformer l'agriculture, développer la résilience et renforcer les institutions et la gouvernance. La question du genre occupe une place importante dans l'ensemble des activités de l'Institut. Des partenariats sont mis en place dans le monde entier, notamment avec des professionnels du développement, des institutions publiques, le secteur privé et des organisations d'exploitants agricoles.



2013 POLITIQUES ALIMENTAIRES  
MONDIALES  
RAPPORT   
IFPRI

---

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE

Copyright © 2014 International Food Policy Research Institute. Tous droits réservés. Pour obtenir une autorisation de réimpression, veuillez contacter le service de communication : [ifpri-copyright@cgiar.org](mailto:ifpri-copyright@cgiar.org).

Les frontières, les noms et les désignations figurant sur les cartes n'impliquent en aucun cas une reconnaissance officielle ou un soutien de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

Cet ouvrage est une traduction d'un texte original publié en anglais par l'IFPRI. En cas de divergence entre le texte original et la traduction, la version originale fait foi. Référence anglaise exacte : IFPRI (International Food Policy Research Institute). 2014. *2013 Global Food Policy Report*. Washington, DC: IFPRI.

International Food Policy Research Institute  
2033 K Street, NW  
Washington, DC 20006-1002, USA  
Téléphone : +1-202-862-5600  
[www.ifpri.org](http://www.ifpri.org)

#### **CRÉDITS PHOTOS**

Illustration de la couverture : Vietnam, © Reuters/N. H. Kham

Illustrations des chapitres : page 1, Rwanda, © HarvestPlus; page 15, Jiaxing, province du Zhejiang, Chine, © Reuters.

Éditeurs : Andrew Marble et Heidi Fritschel

Conception graphique de la couverture : Julia Vivalo

Conception et mise en page : Lucy McCoy, David Popham et Julia Vivalo

# Table des matières

	<b>Préface</b> .....	vii
	<b>Remerciements</b> .....	ix
CHAPITRE 1	<b>Politiques alimentaires en 2013 : La nutrition passe au premier plan alors que la faim persiste</b> .....	1
	Shenggen Fan	
CHAPITRE 2	<b>Un objectif de développement ambitieux : Éradiquer la faim et la sous-nutrition d'ici à 2025</b> .....	15
	Shenggen Fan et Paul Polman	
CHAPITRE 3	<b>Loi indienne sur le droit à l'alimentation : Une nouvelle approche en matière de sécurité alimentaire</b> .....	29
	Avinash Kishore, P. K. Joshi et John Hoddinott	
CHAPITRE 4	<b>Intensification durable de l'agriculture: Des pratiques agricoles innovantes et prometteuses</b> .....	43
	Claudia Ringler, Nicola Cenacchi, Jawoo Koo, Richard Robertson, Myles Fisher, Cindy Cox, Nicostrato Perez, Karen Garrett et Mark Rosegrant	
CHAPITRE 5	<b>Recherche et développement en agriculture: L'Afrique investit-elle assez ?</b> .....	53
	Nienke Beintema et Gert-Jan Stads	
CHAPITRE 6	<b>Technologies de l'information et de la communication : Agriculteurs, marchés, et le pouvoir de la connectivité</b> .....	63
	Maximo Torero	
CHAPITRE 7	<b>Politiques et pratiques nutritionnelles: Analyse des politiques sous-jacentes</b> .....	75
	Stuart Gillespie	
CHAPITRE 8	<b>Développements régionaux</b> .....	87
	<b>Afrique</b> .....	88
	Ousmane Badiane, Tsitsi Makombe et Julia Collins	
	<b>Le monde arabe</b> .....	92
	Clemens Breisinger, Perrihan Al-Riffai, Olivier Ecker et Maurice Saade	
	<b>Asie Centrale et Russie</b> .....	95
	Kamiljon Akramov et Noah Cohen-Cline	
	<b>Asie du Sud</b> .....	97
	P. K. Joshi et Avinash Kishore	
	<b>Asie de l'Est</b> .....	100
	Kevin Chen et Peter Timmer	
	<b>Amérique latine et les Caraïbes</b> .....	103
	Eugenio Díaz-Bonilla et Maximo Torero	
	<b>Indicateurs de politiques alimentaires : le suivi de l'évolution</b> .....	105
	<b>Notes</b> .....	123

# Contributions

<b>Action concertée contre la faim et la malnutrition après 2015</b> .....	19
David Nabarro	
<b>Lutter contre la faim constitue un bon retour sur investissement</b> .....	22
Alexander J. Stein	
<b>Mesurer la faim et la sous-nutrition avec précision et dans la durée</b> .....	24
Tolulope Olofinbiyi et Sinafikeh Gemessa	
<b>Éliminer la faim et la malnutrition : les responsables doivent rendre des comptes</b> .....	28
Lawrence Haddad	
<b>Inde : la sécurité alimentaire pour les plus démunis</b> .....	32
Sukhadeo Thorat et Nidhi S. Sabharwal	
<b>Filets sociaux avec impact : en espèces, nourriture ou coupons alimentaires ?</b> .....	34
John Hoddinott, Daniel Gilligan, Melissa Hidrobo, Amy Margolies, Shalini Roy et Benjamin Schwab	
<b>La réforme de l'aide alimentaire américaine</b> .....	40
Nancy E. Lindborg	
<b>Évaluer la « nouvelle agronomie »</b> .....	44
David J. Spielman	
<b>Quelles sont les limites de la production alimentaire biologique ?</b> .....	49
Holger Kirchmann et Lars Bergström	
<b>Hausse des investissements privés en Afrique</b> .....	54
Carl E. Pray et Latha Nagarajan	
<b>Afrique : nouvelle impulsion régionale pour la R&amp;D agricole</b> .....	57
Yemi Akinbamijo	
<b>Le nouveau visage des services de vulgarisation agricole</b> .....	58
Kristin Davis	
<b>Interaction entre les petits exploitants et les marchés grâce à des applications mobiles</b> .....	70
Carsten Friedland	
<b>Nutrition : plus d'argent et plus de transparence</b> .....	76
Mariella Di Ciommo	
<b>Les nouvelles initiatives nutritionnelles de l'Afrique</b> .....	80
Francis Bruno Zotor	
<b>Une lueur d'espoir: la politique nutritionnelle au Pakistan</b> .....	83
Haris Gazdar	
<b>Malawi : un engagement de haut niveau envers la politique nutritionnelle</b> .....	84
Edith Mkawa et Felix Pensulo Phiri	

# Préface

Ce *Rapport 2013 sur les politiques alimentaires mondiales* est le troisième d'une série annuelle qui examine en détail les principaux développements et événements politiques alimentaires dans le monde. Créée afin de répondre à un regain d'intérêt pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, cette série dresse un bilan annuel de l'évolution des politiques qui ont contribué – ou mis un frein – aux progrès réalisés dans la sécurité alimentaire. Elle passe en revue et explique ce qui s'est passé en matière de politique alimentaire, analyse les principaux défis à relever et les diverses opportunités à saisir, met à disposition de ses lecteurs de nouveaux éléments probants et des connaissances, et fait ressortir les nouveaux enjeux.

En 2013, les prix des denrées alimentaires de base sont restés relativement stables, comparés aux fluctuations qui ont dominé l'actualité ces dernières années. Mais des produits importants pour l'alimentation – tels les fruits et légumes et les cultures à haute charge nutritive – ont vu leurs prix augmenter et fluctuer dans de nombreux pays, en particulier en Chine et en Inde. Jamais la question alimentaire n'a autant capté l'attention de la communauté internationale. Par exemple, le Sommet de haut niveau « Nutrition pour la croissance » (*Nutrition for Growth*) de juin 2013 a débouché sur un engagement global de 4,15 milliards de dollars EU pour lutter contre la malnutrition dans le monde. La Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition et le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (*Scaling Up Nutrition*) ont également le vent en poupe, et l'Inde a voté des lois majeures sur la sécurité alimentaire.

Le monde continue cependant à faire face à de sérieux défis en termes de faim et de sous-nutrition : une personne sur huit souffre de la faim et plus du double est victime de la « faim cachée » (carences en micronutriments essentiels). Alors que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement parvient à sa première échéance en 2015, la communauté internationale œuvre déjà à la définition de nouveaux efforts en vue d'éradiquer la faim et la sous-nutrition après 2015.

La formulation d'objectifs de développement durable constitue le point d'ancrage de ce nouveau programme. S'étendant au-delà des investissements traditionnels pour augmenter la production alimentaire, ce programme devra adopter une approche intégrée à long terme, et promouvoir une hausse de la productivité agricole pour tous les exploitants, créer des liens entre la production des petits exploitants et les marchés et assurer que leurs produits sont sûrs et nutritifs. Il est important que le programme de développement pour l'après-2015 ne poursuive pas des objectifs de durabilité environnementale au détriment du bien-être des plus pauvres et des plus affamés. Au vu des expériences concluantes de plusieurs pays en développement, nous percevons la forte possibilité d'enrayer la faim et la sous-nutrition dans le monde à l'horizon 2025 si les politiques et les investissements nécessaires sont mis en place. Pour atteindre cet objectif, il faudra, entre autres, un partenariat global plus inclusif, qui englobe les niveaux régional et national, et les gouvernements, la société civile et le secteur privé. L'élimination durable de la faim et de la sous-nutrition d'ici à 2025 est un objectif difficile à atteindre, mais réalisable.

Les thèmes abordés dans le *Rapport 2013 sur les politiques alimentaires mondiales* ont été sélectionnés après de nombreuses consultations visant à saisir la profondeur, la pertinence et l'ampleur des questions de politique alimentaire en 2013. Pour figurer dans ce rapport, un thème doit représenter une évolution ou correspondre à une nouvelle approche de la politique alimentaire. Il doit être de portée internationale (toucher plusieurs pays ou parties prenantes), et les résultats des recherches de haut niveau ou les jugements d'experts doivent être disponibles afin de favoriser un débat digne de foi et fondé sur les faits. Pour compléter les perspectives et approfondir le débat, nous avons assorti assorti les différents chapitres de ce rapport de contributions d'experts et autres parties prenantes.



J'espère que ce rapport trouvera un accueil favorable, qu'il informera dûment les acteurs et décideurs du monde entier, permettra de définir les programmes de recherche pour 2014 et au-delà, et contribuera à améliorer les politiques alimentaires au bénéfice des plus pauvres et des plus vulnérables de la planète. Merci d'envoyer vos réactions, commentaires et suggestions à [ifpri@cgiar.org](mailto:ifpri@cgiar.org).

SHENGGEN FAN  
Directeur général

# Remerciements

Le *Rapport 2013 sur les politiques alimentaires mondiales* a été préparé sous la direction générale de Fan Shenggen, entouré d'une équipe constituée par Rajul Pandya-Lorch, Gwendolyn Stansbury, Alexander J. Stein et Klaus von Grebmer. Le rapport a largement bénéficié du discernement stratégique du conseil d'administration de l'IFPRI ainsi que de membres de l'IFPRI 2020 et du Conseil consultatif stratégique.

Les textes et les données ont été apportés par Yemi Akinbamijo, Kamiljon Akramov, Perrihan Al-Riffai, Suresh Babu, Ousmane Badiane, Nienke Beintema, Lars Bergström, Clemens Breisinger, Nicola Cenacchi, Kevin Chen, Noah Cohen-Cline, Julia Collins, Cindy Cox, Kristin Davis, Eugenio Díaz-Bonilla, Mariella Di Ciommo, Paul Dorosh, Olivier Ecker, Shenggen Fan, Myles Fisher, Carsten Friedland, Karen Garrett, Haris Gazdar, Sinafikeh Gemessa, Stuart Gillespie, Daniel Gilligan, Lawrence Haddad, Melissa Hidrobo, John Hoddinott, P. K. Joshi, Holger Kirchmann, Avinash Kishore, Jawoo Koo, Nancy E. Lindborg, Tsitsi Makombe, Amy Margolies, Edith Mkawa, David Nabarro, Latha Nagarajan, Alejandro Nin-Pratt, Tolulope Olofinbiyi, Felix Pensulo Phiri, Nicostrato Perez, Paul Polman, Carl E. Pray, Claudia Ringler, Richard Robertson, Mark Rosegrant, Shalini Roy, Marie Ruel, Maurice Saade, Nidhi S. Sabharwal, Benjamin Schwab, David J. Spielman, Gert-Jan Stads, Alexander J. Stein, Sukhadeo Thorat, Peter Timmer, Maximo Torero, Klaus von Grebmer, Bingxin Yu et Francis Bruno Zotor.

La réalisation de ce rapport a été confiée au Département des publications de l'IFPRI sous la direction d'Andrea Pedolsky. Elle a été possible grâce à l'aide précieuse de Patricia Fowlkes, Heidi Fritschel, Corinne Garber, Michael Go, Andrew Marble, Lucy McCoy, David Popham, Julia Vivalo et John Whitehead. En outre, le Chapitre 1, qui s'appuie en partie sur d'autres chapitres de ce rapport, a bénéficié des recherches et de l'aide rédactionnelle de Joanna Brzeska tandis que Heidi Fritschel, Tolulope Olofinbiyi et Sinafikeh Gemessa ont contribué à la rédaction du Chapitre 2. Enfin, le rapport a également bénéficié du travail approfondi du Comité de révision des publications de l'IFPRI présidé par Gershon Feder, ainsi que des chercheurs et experts anonymes qui ont passé en revue les recherches de leurs pairs et fourni de judicieux commentaires sur les versions préliminaires de ce rapport.





# La nutrition passe au premier plan alors que la faim persiste

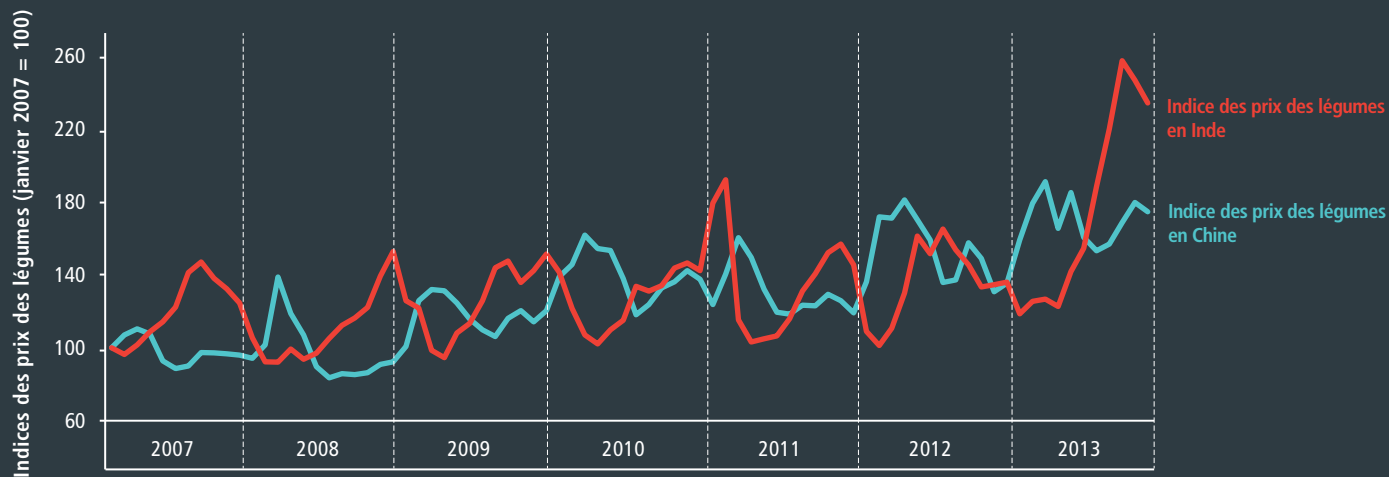
Shenggen Fan

**RÉSUMÉ :** Le défi que constitue l'avenir de la sécurité alimentaire et nutritionnelle a suscité un très vif intérêt en 2013. Ce chapitre retrace les discussions sur l'orientation future du programme de développement mondial à l'approche de la date butoir de 2015 fixée pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il analyse également les principaux événements et manifestations de l'année 2013 dans le monde en termes de politiques alimentaires.

**L**E MONDE VIENT D'ATTEINDRE UN SEUIL CRITIQUE DANS LA promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'année 2014 sera une étape cruciale et décisive pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, qui arrivent à échéance en 2015. L'année 2014 définira aussi les efforts futurs à fournir pour éradiquer la faim et la sous-nutrition alors que le processus de consolidation du programme de l'après-2015 bat son plein. Ce débat mondial se déroule dans un contexte géopolitique et environnemental en pleine mutation, qui rend difficile toute planification fondée exclusivement sur les expériences passées. Outre les donateurs traditionnels du développement, le centre de gravité de la prise de décision en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle se déplace vers de nouveaux acteurs de la scène internationale et nationale du développement. À titre d'exemple, les politiques alimentaires et nutritionnelles de certains pays en développement tels que la Chine ou l'Inde, et les actions du secteur privé se révèlent de plus en plus aptes à influencer sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le monde.

Ces dernières années, la volatilité des prix alimentaires a défrayé la chronique, mais l'année 2013, relativement stable, n'a pas connu de flambée des prix mondiaux. Selon l'indice des prix des produits alimentaires de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les prix annuels moyens de l'alimentation en 2013 étaient à leur

**FIGURE 1 PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES EN CHINE, EN INDE ET DANS LE MONDE, 2007–2013**



**Sources :** l'indice FAO réel des prix alimentaires mondiaux est tiré de l'Indice FAO des prix alimentaires, [www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/en/](http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/en/). Les indices nominaux des prix alimentaires et des prix des légumes en Chine proviennent du Bureau national des statistiques chinois. Les indices nominaux des prix alimentaires et des prix des légumes en Inde proviennent du Bureau du conseiller économique du ministère du Commerce et de l'Industrie indien, [www.eaindustry.nic.in/](http://www.eaindustry.nic.in/). Des données supplémentaires ont été obtenues auprès de Kevin Chen (IFPRI), Yumei Zhang (Académie chinoise des sciences agricoles) et Devesh Roy (IFPRI).

**Remarques :** FAO = Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Les indices des prix ont été ajustés en fonction de l'inflation. Les chiffres correspondent aux indices des prix à la consommation en Chine et aux indices des prix de gros en Inde. Pour la Chine, l'indice des prix à la production industrielle (obtenu auprès du Bureau national des statistiques de Chine via Kevin Chen et Yumei Zhang) a été utilisé pour convertir les prix nominaux en prix réels. Pour l'Inde, l'indice des prix des produits manufacturés (du Bureau du conseiller économique du ministère du Commerce et de l'Industrie du gouvernement indien ; [www.eaindustry.nic.in/](http://www.eaindustry.nic.in/)) a été utilisé pour convertir les prix nominaux en prix réels.

plus bas niveau en trois ans. Le système d'alerte rapide de l'IFPRI sur la variabilité excessive des prix alimentaires montre que les denrées de base – maïs, riz et blé – ont connu une volatilité minimale pendant les 450-650 derniers jours.<sup>1</sup> Pour autant, il n'y a aucune raison d'être optimiste, car de multiples facteurs à l'origine de la crise de 2008 – demande importante de biocarburants, événements climatiques extrêmes et panique des marchés – sont encore présents ou peuvent ressurgir. Par ailleurs, les indicateurs des prix alimentaires ne reflètent pas toujours les réalités nationales. Ainsi, en Chine et en Inde, où réside une grande partie des pauvres et des personnes sous-alimentées du monde, les prix alimentaires ont grimpé en flèche en 2013, en particulier pour les produits à haute charge nutritive comme les légumes (Figure 1).

Le monde est toujours confronté aux graves défis de la faim et de la sous-nutrition. La population souffrant de faim chronique a diminué progressivement, passant de près d'un milliard il y a trente ans à 842 millions en 2013, selon de récentes estimations de la FAO.<sup>2</sup> Il est donc possible d'en conclure qu'environ une personne sur huit dans le monde souffre de la faim aujourd'hui. Le problème est particulièrement aigu en Asie du Sud et en Afrique au sud du Sahara, qui abritent près des deux tiers de la population mondiale souffrant de la faim. Parallèlement, plus de 2 milliards de personnes sont touchées par la « faim cachée », soit des carences en micronutriments essentiels comme le fer, la vitamine A et le zinc.

La faim et la sous-nutrition<sup>3</sup> peuvent être éliminées durablement d'ici à 2025. Mais pour atteindre un tel objectif, les gouvernements et les donateurs doivent consacrer des ressources suffisantes et mettre en place des politiques et des investissements appropriés. Quoique très ambitieux, cet objectif n'est pas un défi insurmontable. L'expérience du Brésil, de la Chine, de la Thaïlande et du Vietnam – où la faim et la sous-nutrition ont été considérablement réduites – suggère qu'il est réaliste de s'attaquer à cet objectif en accélérant le rythme des progrès (voir Chapitre 2). Eu égard aux conséquences

néfastes de la faim et de la sous-nutrition sur le développement humain et la croissance économique, l'élimination de ces fléaux doit devenir une priorité absolue.

Dans ce contexte, le *Rapport 2013 sur les politiques alimentaires mondiales* vise à fournir un aperçu des développements majeurs des politiques alimentaires en 2013 et de leurs implications pour l'avenir de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce chapitre présente une vue d'ensemble de ces développements, et plus particulièrement du débat sur le programme de l'après-2015 et ses applications à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette vue d'ensemble fournit également des recommandations pour un programme post-2015 apte à relever efficacement les défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

## OBJECTIFS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET PROGRAMME DE L'APRÈS-2015

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont été un moteur efficace pour fédérer la communauté internationale autour d'une série d'objectifs communs. Ils ont pesé sur le discours politique et contribué à structurer les problématiques du développement. Au niveau mondial, de nombreux OMD ont déjà été atteints ou sont en passe de l'être, dont la réduction de moitié de la pauvreté, l'augmentation de l'accès à l'eau potable, et la réduction de la malaria et de la tuberculose. Toutefois, des inquiétudes subsistent sur les disparités dans la réalisation des OMD au regard des objectifs et des régions<sup>4</sup>, comme souligné au cours d'une session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2013 consacrée à la progression des OMD.<sup>5</sup> Les progrès dans le domaine de la faim, de la mortalité infantile, l'accès à l'enseignement primaire, à la médecine procréative et aux services d'assainissement sont au point mort ou nuls. Plusieurs aspects des objectifs eux-mêmes ont été critiqués. Vu l'attention particulière accordée à la réalisation de certains objectifs de développement, l'absence de mécanismes de suivi des intrants et de mécanismes de redevabilité, et l'absence de théorie expliquant

la corrélation entre les changements dans les résultats et les changements dans les intrants<sup>6</sup> étaient particulièrement dans le collimateur. Dans le même temps, les OMD ont été jugés trop ambitieux par certains, pas assez par d'autres. Il n'en reste pas moins que, si nous atteignons tous les objectifs fixés par les OMD, le monde abritera toujours des millions de personnes en proie à la pauvreté, à la faim, à la maladie, au manque d'éducation et autres. C'est la raison pour laquelle la nouvelle série d'objectifs se doit d'accomplir plus, dans un délai moindre.

### Un agenda plus vaste

En s'appuyant sur les bases établies par la Conférence 2012 sur le développement durable des Nations Unies à Rio de Janeiro, l'attention se porte désormais sur les objectifs de développement durable (ODD) comme point d'ancrage des programmes de développement pour l'après-2015.<sup>7</sup> La pression en faveur des ODD se fonde sur la reconnaissance de l'interdépendance entre les réalisations sociales, économiques et environnementales. Les débats actuels sur le programme de l'après-2015 soulignent la nécessité d'aller au-delà des OMD en intégrant le changement climatique, l'urbanisation, les conflits et les modes de production et de consommation durables dans le cadre du développement. Cette approche est particulièrement pertinente pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au regard des nombreuses synergies entre la réalisation de la durabilité environnementale et la réalisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle : chacune est indispensable à l'accomplissement de l'autre. L'augmentation de la production alimentaire doit s'accompagner d'une hausse des rendements agricoles, avec moins de ressources (terre et eau),

et en minimisant – ou en inversant – les impacts environnementaux négatifs.

L'intensification agricole durable (voir Chapitre 4) est l'une des approches qui permet d'augmenter la croissance durable dans la productivité agricole. Cette approche a été au cœur du débat sur le programme de développement post-2015, en particulier sur la nécessité d'améliorer les performances des systèmes de production alimentaire actuels. Toutefois, la croissance durable dans la productivité agricole nécessite souvent des interventions fondamentales, voire radicales, tout au long de la chaîne alimentaire, notamment au niveau des producteurs et des consommateurs.<sup>8</sup> Une étape essentielle consiste à assurer aux producteurs un environnement politique favorable à une croissance agricole plus durable, en prévoyant par exemple l'abandon des subventions à l'eau et l'énergie qui encouragent un usage non durable des ressources. Il est tout aussi important d'encourager les exploitants à utiliser des technologies agricoles spécifiques afin de stimuler la productivité et d'améliorer la durabilité environnementale. L'adoption à grande échelle de ces technologies doit permettre de stimuler la production et la sécurité alimentaire et de réduire les prix.

### En quête de consensus

Les travaux sur le programme post-2015 sont déjà engagés sur plusieurs fronts étroitement liés, et bon nombre de réunions de haut niveau, de consultations et de rapports ont été réalisés en 2013. La problématique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle a suscité beaucoup d'intérêt dans de nombreux forums. Dans le cadre du vaste processus de consultation lancé sur le programme de développement de l'après-2015, la Consultation de haut niveau sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition (*High Level Consultation on Hunger, Food Security, and Nutrition*)<sup>9</sup> a présenté la sécurité alimentaire et nutritionnelle comme un droit humain fondamental réalisable en une seule génération. Les participants ont souligné la nécessité de relancer des efforts en faveur du développement, en s'attachant en priorité à la

Une étape essentielle consiste à assurer  
aux producteurs un environnement  
politique favorable à une croissance  
agricole plus durable.

production et à la consommation alimentaires durables et résilientes, la réduction des pertes après récolte et des déchets alimentaires, et l'intensification de la production des petits exploitants – en particulier les femmes.<sup>10</sup> Les résultats de cette consultation ont été intégrés dans le rapport « *A Million Voices : The World We Want* » (Un million de voix : le monde que nous voulons), qui est le rapport de synthèse du Groupe des Nations unies pour le développement sur les 11 consultations thématiques mondiales et enquêtes publiques qui ont atteint environ 1,3 million de personnes. Une des huit sessions du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable (composé de 30 États membres de l'Assemblée générale des Nations Unies) s'est intéressée aux problématiques de la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable (ainsi que la désertification, la dégradation des terres, la sécheresse, l'eau, l'assainissement).<sup>11</sup> Pendant ces réunions, les participants ont souligné l'importance – et la difficulté – de concevoir des objectifs reflétant l'aspect multidimensionnel de l'alimentation et de la nutrition, ainsi que les relations entre la nourriture, les terres et les ressources en eau. En 2014, le Groupe de travail ouvert s'appuiera sur ces délibérations pour proposer des objectifs de développement durable à la 68e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, pour examen et mise en œuvre.

Dans la même veine, deux rapports de premier plan publiés en 2013 contenaient des visions préliminaires du programme pour l'après-2015 : l'un émanant du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015 du Secrétariat général des Nations Unies, et un autre du Réseau des solutions pour le développement durable, un réseau mondial de centres de recherche, universités et institutions techniques. Les deux rapports mettent l'accent sur une vision du développement durable articulée autour de quatre points : le développement économique, l'inclusion sociale, la durabilité environnementale et la bonne gouvernance.<sup>12</sup> Les objectifs proposés – dans les pays en développement

et développés – concernent notamment le changement climatique, la gouvernance, les terres et la gestion de l'eau, la santé et une urbanisation plus durable et équitable. Le Groupe de personnalités de haut niveau propose un objectif distinct pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et inclut des indicateurs liés au retard de croissance, à l'anémie, à la productivité agricole et aux pertes après récoltes. La proposition du Réseau des solutions pour le développement durable considère la faim comme un thème plus secondaire en le plaçant derrière l'objectif de la pauvreté. Elle inclut par ailleurs des objectifs plus généraux d'amélioration de la sécurité alimentaire, la promotion d'une bonne nutrition et l'éradication du retard de croissance chez l'enfant. Le rapport propose aussi un objectif supplémentaire pour améliorer les systèmes agricoles et la prospérité des campagnes.

Ces visions différentes des objectifs dans le domaine agricole, alimentaire et nutritionnel pour le cadre de travail post-2015 montrent que, malgré un débat bien informé, nous sommes toujours loin d'un consensus sur une décision finale. La proposition du Groupe de personnalités de haut niveau, par exemple, omet de préciser près de la moitié de ses objectifs. De nombreuses interrogations demeurent sur ce qui doit être inclus en tant qu'objectif, quel type de cible doit être défini, et comment ces derniers peuvent être mesurés. Par exemple, les pertes alimentaires intervenant après les récoltes sont particulièrement difficiles à mesurer avec précision. De plus, pendant les deux Journées européennes du développement de 2013, les débats entre les professionnels européens du développement et leurs partenaires se sont focalisés sur la construction d'une vision pour le programme de développement post-2015. Dans la session de clôture du Groupe de personnalités de haut niveau, les participants ont insisté sur le fait que le programme de développement international devait se pencher sur le « travail inachevé » – en tenant compte des intérêts nationaux et individuels – et trouver l'équilibre optimal entre des objectifs ni trop ambitieux ni trop modestes.



## DÉVELOPPEMENTS MONDIAUX EN 2013

Le débat intense sur l'orientation future du programme de développement mondial coïncide avec une attention beaucoup plus forte portée aux politiques alimentaires et nutritionnelles à travers différentes plateformes mondiales. Les décideurs politiques considèrent enfin la sous-nutrition comme un défi majeur au développement. Le sommet de haut niveau Nutrition pour la croissance de juin 2013 – qui a réuni des représentants des pays développés et en développement, le secteur privé, la société civile et des organisations scientifiques en préparation du sommet du Groupe des huit (G8) en Irlande du Nord – a été une des initiatives les plus remarquables. Le Pacte mondial de la nutrition pour la croissance (*Global Nutrition for Growth Compact*) qui en a résulté s'est engagé à verser 4,15 milliards de dollars EU pour lutter contre la sous-nutrition mondiale et promouvoir des investissements dans ce domaine d'ici à 2020.

Le sommet Nutrition pour la croissance faisait également suite à la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, lancée au sommet 2012 du Groupe des huit pour renforcer l'engagement mondial en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. En tant qu'initiative conjointe des dirigeants africains, du secteur privé et des pays du G8, la Nouvelle alliance a été conçue pour rassembler en vue de mobiliser l'investissement privé et organiser l'aide aux pays bénéficiaires en faveur du développement agricole et rural et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. En 2013, la Nouvelle alliance a accueilli de nouveaux membres comme le Bénin, le Malawi, le Nigeria et le Sénégal, qui ont rejoint le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Ghana, le Mozambique et la Tanzanie, déjà membres. La participation à cette alliance reflète l'engagement des acteurs à mobiliser l'investissement privé pour

Les décideurs politiques considèrent enfin la sous-nutrition comme un défi majeur au développement.

le développement agricole et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et à promouvoir l'innovation pour un développement durable dans le secteur agricole.

Dans le même temps, le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (*Scaling Up Nutrition – SUN*) a redoublé d'efforts pour aider les pays en développement à privilégier leurs engagements en faveur de la nutrition et à les intégrer dans des programmes. En décembre 2013, le nombre de pays membres a grimpé jusqu'à 45 (contre 33 en décembre 2012). Durant la 68e Assemblée générale des Nations Unies de septembre 2013, des représentants d'une majorité de pays membres et réseaux de SUN (dont des acteurs des gouvernements, du secteur privé et des organisations multilatérales) se sont réunis pour le Rassemblement mondial du mouvement SUN. Cet événement a servi de plateforme aux parties prenantes pour partager les dernières nouvelles sur les progrès et les défis en cours. Les participants ont remarqué une volonté politique accrue et des arrangements institutionnels en faveur de l'alignement des politiques et des cadres juridiques liés à la nutrition et la mobilisation des partenaires, des capacités et des ressources. L'accent a aussi été mis sur les difficultés rencontrées dans les efforts multisectoriels pour concevoir et mettre en œuvre des politiques nutritionnelles. Ces événements représentent des outils importants pour un partage des meilleures pratiques et des défis.

Ces réunions et débats ont été soutenus par la publication de nombreux documents d'information et rapports. La parution de la très récente série de documents du *Lancet* sur la nutrition maternelle et infantile a notamment mis en lumière l'importance de la nutrition dans des problématiques de développement plus larges en 2013.<sup>13</sup> S'appuyant sur la série de documents de référence publiés par le *Lancet* en 2008, la nouvelle série donne un aperçu des dernières recherches sur la malnutrition maternelle et infantile. Elle propose des analyses des programmes sensibles à la nutrition, à l'économie politique de la malnutrition et à la menace croissante du « double fardeau » de la sous-nutrition et du surpoids/obésité dans de nombreux pays en développement.

La communauté du développement s'est engagée solennellement à promouvoir des efforts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Aujourd'hui, nous savons mieux ce qu'il faut faire et à quel coût. Des ressources sont mises à disposition pour ce faire. La création de systèmes de gouvernance et de redevabilité aux niveaux national et international est essentielle pour respecter ces engagements. Ainsi les acteurs seront redevables de leurs actes et le niveau de mise en œuvre pourra être mesuré. Ces efforts nécessitent des capacités et des ressources suffisantes. La mise en œuvre d'efforts multisectoriels pour améliorer la nutrition, selon le Chapitre 7, est particulièrement sensible aux contraintes politiques et gouvernementales. Pour surmonter ces dernières, il faut un environnement favorable qui utilise des informations et des données de haute qualité et bien diffusées, qui fait de la sous-nutrition un défi de développement et qui renforce les capacités stratégiques et opérationnelles à tous les échelons du gouvernement.

De nombreux acteurs participent dorénavant aux efforts en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, une évolution positive mais difficile à coordonner. Pour faciliter la coopération internationale, de nouvelles approches intégrées à travers les secteurs, les disciplines et les parties prenantes seront essentielles. Ainsi, le secteur privé a activement participé aux consultations sur le programme de l'après-2015. Cela inclut un programme de sensibilisation à destination du secteur privé mené par Unilever, comprenant des consultations et des tables rondes avec des entreprises des pays développés et en développement. Les résultats de ces consultations ont été résumés dans un rapport pour le Groupe de haut niveau.<sup>14</sup> Plus précisément, des consultations thématiques sur l'alimentation et la nutrition ont souligné la nécessité d'avoir des objectifs pertinents au niveau local. Ces derniers doivent refléter les efforts pour améliorer l'accès aux marchés, autonomiser les petits exploitants agricoles, intégrer des solutions à travers la combinaison nourriture-eau-énergie et construire une résilience à long terme dans la chaîne alimentaire. Le secteur privé est aussi

## La sécurité alimentaire dans les pays en développement est devenue un sujet épineux durant les négociations commerciales de la fin 2013.

engagé au-delà du programme de l'après-2015. Par exemple, l'entreprise Royal DSM a travaillé avec le Programme alimentaire mondial (PAM) pour augmenter les micronutriments dans les produits alimentaires de l'agence.<sup>15</sup> Suite au terrible typhon Haiyan aux Philippines, le Programme alimentaire mondial a reçu une quantité énorme de vivres en plus du soutien financier et logistique d'entreprises privées, démontrant l'engagement croissant du secteur privé dans l'aide humanitaire.<sup>16</sup> Cette collaboration entre les parties prenantes est essentielle, notamment face à la probabilité croissante d'événements climatiques extrêmes.<sup>17</sup> Elle doit s'accompagner d'une définition claire des rôles et des responsabilités de chacun afin d'accroître la redevabilité et d'éviter la duplication des efforts.

La sécurité alimentaire dans les pays en développement est devenue un sujet épineux durant les négociations commerciales de la fin 2013. Après plus d'une décennie de progrès relativement faibles dans les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les participants de la 9e Conférence ministérielle de l'OMC sont finalement parvenus à un accord colossal longtemps recherché. Ce dernier promet d'atténuer les barrières commerciales et les coûts de divers types d'échanges commerciaux – notamment par rapport aux marchandises agricoles et alimentaires – en simplifiant les procédures et réglementations douanières. Cet accord assure aussi aux pays en développement un soutien au renforcement des capacités nécessaire pour respecter leurs engagements sur la facilitation des échanges commerciaux. Selon certaines estimations, les échanges commerciaux mondiaux pourraient passer de 666 milliards à 1 000 milliards de dollars EU sur le long terme.<sup>18</sup> Les

# 2013 CALENDRIER DE LA POLITIQUE ALIMENTAIRE EN 2013 : PROBLÈMES, ACTIONS ET ÉVÉNEMENTS

22 mars

## LA CHINE REMODÈLE LE CONTRÔLE DE LA SÉCURITÉ DES ALIMENTS

La Chine a rebaptisé et restructuré son agence chargée de la sécurité des aliments. Suite à de nombreux incidents touchant à la sécurité des aliments, l'Administration chinoise des denrées alimentaires et des médicaments est devenue une agence ministérielle.

30 mai

## UN GROUPE DE HAUT NIVEAU PROPOSE DE NOUVEAUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT

Un rapport est publié par un groupe de personnalités de haut niveau chargées par Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, de proposer des recommandations sur le programme de développement à l'approche de la date butoir de 2015 des objectifs du Millénaire pour le développement. Ce rapport appelle à l'éradication de la pauvreté d'ici à 2030 et à la transformation des économies par le développement durable.

8 juin

## UN SOMMET ABOUTIT À DE NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN FAVEUR DE LA NUTRITION

Le sommet de Londres sur la Nutrition pour la croissance (Nutrition for Growth) a réuni un grand éventail de parties prenantes pour obtenir des engagements d'investissements en faveur de la nutrition. Il a abouti à la création du Pacte mondial de la nutrition pour la croissance (Global Nutrition for Growth Compact) et à des engagements d'un montant total de 4,15 milliards de dollars EU pour combattre la sous-nutrition dans le monde.

11 juillet

## LE PDDAA FÊTE SES 10 ANS

Le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), cadre panafricain pour l'instauration d'une croissance stimulée par l'agriculture, a fêté ses 10 années d'activité. Alors que de nombreux pays africains ont réalisé des progrès, dans l'ensemble, l'Afrique n'a pas atteint l'objectif fixé par le PDDAA, soit l'allocation de 10 % des budgets nationaux à l'agriculture et un taux de croissance annuel de 6 % dans le secteur agricole.

12 septembre

## L'INDE ADOPTE UNE LOI NATIONALE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La nouvelle Loi nationale sur la sécurité alimentaire élargira la couverture du système de distribution publique existant, l'un des plus grands programmes de protection sociale au monde, afin de subventionner l'alimentation de 65 % de la population. Reste à voir si ce programme pourra éviter de surcharger les finances et de congestionner les canaux d'approvisionnement du pays, déjà sous pression.

Sources : La Chine remodèle le contrôle de la sécurité des aliments : A. Gaffney, « China's SFDA Becomes CFDA amidst Consolidation of Power and New Leadership », Regulatory Focus, 25 mars 2013, de nouveaux objectifs de développement : Nations Unies, « Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015 mandaté par le Secrétaire général Growth: Beating Hunger through Business and Science », communiqué de presse, 8 juin 2013, <https://www.gov.uk/government/news/nutrition-for-growth-beating-hunger-through-business-and-science> ; caadp-10-years-out-how-have-countries-fared-agricultural-development ; L'Inde adopte une Loi nationale sur la sécurité alimentaire : Chapitre 3 de ce rapport ; Les pays du Mouvement SUN se réunissent pour le développement : Nations Unies, « President of the General Assembly's Special Event towards Achieving the Millennium Development Goals », 25 septembre 2013, <http://www.un.org/millenniumgoals/Haiyan> », communiqué de presse, 12 novembre 2013, <http://www.fao.org/news/story/en/item/204327/> ; Les négociations commerciales font un come-back : *The Economist*, « Unaccustomed Victory », atteint des records : P. Hollis, « Brazil climbing to top of global soybean ladder », *Southeast Farm Press*, 6 novembre 2013, <http://southeastfarmpress.com/soybeans/brazil-climbing-top-global-soybean-ladder>.

23-24 septembre

### LES PAYS DU SUN SE RÉUNISSENT

Dirigé par les pays et visant à promouvoir des mesures nationales pour renforcer la nutrition, le Mouvement pour le renforcement de la nutrition SUN (*Scaling Up Nutrition*) a pour mission, entre autres, le partage d'expériences et de perspectives entre les pays. Au cours de la réunion mondiale du Mouvement SUN à New York, les pays participants ont examiné les avancées réalisées à ce jour et recommandé des actions pour accélérer le rythme des progrès.

23-27 septembre

### LES NATIONS UNIES ÉVALUENT LES PROGRÈS DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Lors des réunions de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, les dirigeants mondiaux ont reconnu le succès important mais inégal des OMD, réaffirmé leur engagement pour éradiquer la faim et délibéré sur les moyens d'accélérer les progrès.

3-6 décembre

### LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES FONT UN COME-BACK

Après des années de timides progrès des pourparlers mondiaux, les participants à la conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) organisée à Bali (Indonésie) ont décidé de simplifier les procédures et réglementations douanières pour tous les types d'échanges commerciaux, y compris le commerce des produits agricoles et alimentaires. Les pourparlers ont buté sur les subventions dans les pays en développement mais les membres de l'OMC ont accepté d'exempter temporairement ces pays de limites sur les subventions.

8 novembre

### LE TYPHON HAIYAN DÉVASTE LES PHILIPPINES

Le typhon Haiyan, le plus puissant jamais enregistré, a dévasté les Philippines et provoqué d'immenses pertes en vies humaines et moyens de subsistance. Un grand nombre de zones résidentielles, de cultures et d'infrastructures ont été ravagées et les secteurs agricole et aquacole ont subi des dommages considérables. Dans son sillage, la tempête a provoqué une pénurie de denrées alimentaires et autres biens essentiels.

10 décembre

### AU BRÉSIL, LA PRODUCTION DE SOJA ATTEINT DES RECORDS

En 2013, la production de soja au Brésil a été estimée à 89 millions de tonnes, un chiffre équivalent à celui des États-Unis, qui le place au premier rang de la production mondiale. Plus généralement, l'Amérique latine est devenue un moteur de la production agricole, le Brésil et l'Argentine comptant aujourd'hui parmi les plus grands exportateurs de produits agricoles au monde.

négociations ont failli être suspendues quand l'Inde a exigé que l'achat (et le stockage) de récoltes par les pays en développement – pour soutenir les petits exploitants, nourrir les plus pauvres et ceux souffrant d'insécurité alimentaire – ne soit pas vu comme une subvention ayant un effet de distorsion sur le commerce. L'Inde a soutenu que sa sécurité alimentaire pouvait être compromise si ces systèmes de sécurité alimentaires n'étaient pas en permanence exemptés de plafonds de subvention. Au final, les membres de l'OMC ont accordé aux pays en développement une exonération temporaire de limites de subventions, reportant la question à plus tard. L'échec des négociations aurait pu avoir des répercussions importantes, non seulement sur l'avenir des négociations du cycle de Doha, mais aussi sur la crédibilité de l'OMC en tant que forum des négociations commerciales.

## DÉVELOPPEMENTS RÉGIONAUX ET NATIONAUX EN 2013

Sur le plan national et régional, les politiques alimentaires et non alimentaires demeurent pertinentes pour la sécurité alimentaire mondiale et la viabilité environnementale de la planète. En 2013, les pays ont introduit un ensemble de politiques aux implications considérables pour le futur de l'offre et de la demande alimentaires nationales et mondiales. Les engagements en faveur du développement agricole et de la sécurité alimentaire se sont poursuivis aux niveaux national et régional et les initiatives visant à promouvoir l'alimentation et la nutrition foisonnent de toutes parts. Toutefois, les pays en développement disposent du plus grand potentiel en la matière grâce à leur capacité et leur aptitude à prendre et appliquer efficacement les mesures qui s'imposent. Si l'appropriation nationale des stratégies, des politiques et des mécanismes de redevabilité constitue une condition sine qua non de l'éradication de la faim et de la malnutrition, elle doit être favorisée par des priorités nationales d'investissement. L'expérience concluante des pays en développement tels que le Brésil, la Chine, la Thaïlande et le Vietnam

indique que les stratégies de développement ont plus de chance d'aboutir lorsqu'elles sont dirigées par le pays, adaptées au contexte et basées sur des données probantes (Chapitre 2).

### La loi indienne sur la sécurité alimentaire

L'Inde compte aujourd'hui le taux de population pauvre et souffrant de la faim le plus élevé au monde. Elle a récemment adopté la Loi nationale de sécurité alimentaire (ou Loi sur le droit à l'alimentation), qui accorde à environ deux tiers des 1,2 milliard d'Indiennes et d'Indiens le droit de recevoir une quantité fixe de céréales subventionnées. Abordée plus en détails au Chapitre 3, cette loi pourrait changer la donne si le programme national de grande envergure qui l'accompagne est conçu, ciblé et mis en œuvre efficacement. Mais de nombreux problèmes subsistent. Cette loi risque en effet de relever le budget indien de la sécurité alimentaire, déjà sous pression, à 21 milliards de dollars EU, soit 1,2 % du produit intérieur brut estimé pour 2013-2014. Bien que la loi se concentre sur les subventions alimentaires, elle donne au gouvernement la possibilité d'introduire d'autres types de transfert – versements directs en espèces et coupons alimentaires – avec des conséquences variables selon les modalités de transfert, les conditions du marché et la capacité des institutions à fournir les services. Cette nouvelle loi soulève aussi d'autres questions : comment l'Inde peut-elle développer durablement ce programme pour garantir l'accès des pauvres à des aliments nutritifs à faible coût sans saturer ses canaux nationaux de financement et d'approvisionnement alimentaire, déjà mis à rude épreuve ? Comment éviter les détournements de fonds et les erreurs de ciblage caractéristiques des programmes de subvention alimentaire antérieurs ? Comment ce programme ambitieux affectera-t-il – ou faussera-t-il – les marchés nationaux des céréales et, en temps de sécheresse ou d'inondations, les marchés internationaux ? Quels seront les impacts sur la nutrition maternelle et infantile et les moyens de subsistance des petits exploitants indiens ?



### **Obstacles à la sécurité alimentaire et projet de réforme en Chine**

Les questions de sécurité des aliments connaissent un regain d'intérêt dans le débat sur la sécurité alimentaire. En Chine, elles ont de nouveau défrayé la chronique en 2013 après que des rapports ont fait état d'un niveau trop élevé de cadmium – métal lourd cancérigène pouvant provoquer des lésions multiples aux organes – dans le riz produit en Chine. Le gouvernement a par la suite centralisé le système de sécurité des aliments en renforçant en 2013 les pouvoirs de l'Administration générale des denrées alimentaires et des médicaments afin qu'elle puisse définir les normes de production, de distribution et de consommation et contrôler leur application.<sup>19</sup> Cette institution ministérielle remplace un ancien système d'agences de sûreté et de régulation alimentaires dispersées dans le pays et faisant souvent double emploi; elle permet également de rationaliser la régulation de la sûreté des médicaments et des aliments. Ce changement est significatif, car toute baisse de la demande de produits nationaux au profit de produits étrangers par les consommateurs chinois soucieux de la sécurité des aliments pourrait avoir des conséquences considérables sur les marchés internationaux, notamment par une hausse des prix alimentaires mondiaux.

Face à l'industrialisation et l'urbanisation, la Chine se doit d'adopter une nouvelle approche du développement agricole. À cet égard, une étape cruciale a été franchie avec la troisième réunion plénière du Comité central du Parti communiste chinois, une rencontre capitale organisée tous les cinq ans, où les plus hauts fonctionnaires du pays définissent les nouveaux axes de la politique chinoise. Des politiques et investissements de grande ampleur figurent parmi les propositions du gouvernement destinées à redynamiser la croissance économique en stimulant la consommation et en intégrant les zones rurales et urbaines. Les dirigeants chinois veulent faire de l'urbanisation un levier de la croissance économique en assouplissant les droits d'utilisation du sol et en facilitant l'accès des migrants aux services sociaux en ville.<sup>20</sup> Cette stratégie axée sur l'urbanisation et ses investissements associés

peut conduire à une hausse de la productivité agricole grâce à la consolidation des terres. Cependant, elle risque aussi de peser sur l'offre et la demande alimentaires nationales et mondiales en stimulant la demande de denrées à valeur élevée et en menaçant l'approvisionnement alimentaire par l'accroissement des pressions humaines et environnementales sur les ressources naturelles.

### **Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine**

En Afrique, l'année 2013 a marqué le dixième anniversaire du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et de la Déclaration de Maputo, qui engage les chefs d'État et de gouvernement africain à consacrer au moins 10 % de leur budget national à l'agriculture. Depuis son inauguration, le PDDAA a mené avec succès les actions nationales et régionales destinées à stimuler la croissance et à réduire la faim et la pauvreté par une augmentation des investissements agricoles. Toutefois, dans son ensemble, l'Afrique n'est pas parvenue à réaliser les objectifs du PDDAA, à savoir une hausse minimale de 6 % de la croissance agricole annuelle et l'affectation d'au moins 10 % du budget national au développement agricole. Les investissements en recherche et développement (R&D) agricoles peuvent se révéler efficaces pour élaborer et adapter de nouvelles technologies qui accroissent la quantité et la qualité des produits agricoles et renforcent par là-même la sécurité alimentaire. Selon les données présentées au Chapitre 5, l'augmentation des dépenses publiques consacrées à la R&D agricole au sud du Sahara a été impulsée par un nombre relativement restreint de pays, notamment le Nigeria, la Tanzanie et l'Ouganda. D'autres pays, souvent de petite taille et dépendant des donateurs, sont prisonniers d'un cercle vicieux de sous-investissement et de sévères contraintes de capacités en R&D agricole. Les autorités de ces pays doivent donc redoubler d'efforts pour consacrer des ressources financières suffisantes, en quantité stable, à la R&D agricole afin de contribuer à générer les produits de la recherche à valeur ajoutée qui pourraient servir ultérieurement à stimuler la croissance.

### **Multiplication des investissements et des réformes politiques en Asie centrale et en Russie**

En 2013, les pays d'Asie centrale et la Russie ont érigé la sécurité alimentaire en priorité nationale. Plus particulièrement, le Kazakhstan et la Russie, grands producteurs et exportateurs de blé, ont adopté un programme national pluriannuel visant à accroître la part de l'agriculture dans l'économie. Ces programmes impliquent d'importantes subventions en faveur de l'agriculture ; ils doivent améliorer son efficacité à long terme en encourageant l'adoption de technologies et d'intrants efficaces, en augmentant les investissements consacrés aux infrastructures de marché et de production et en améliorant la qualité des terres. Bien que de fortes subventions à l'agriculture constituent rarement un moyen efficace ou durable de garantir la croissance agricole à long terme, les contraintes fiscales sont moins sévères dans des pays riches en ressources comme le Kazakhstan et la Russie. Plusieurs pays de la Communauté des États indépendants ont également réalisé de grandes avancées dans la coopération régionale et internationale, ce qui aidera la région à mettre en place des structures commerciales plus efficaces et, par voie de conséquence, d'accroître les revenus et améliorer les résultats nutritionnels.

### **Inflation des prix alimentaires dans les pays émergents**

Les prix alimentaires mondiaux ont continué de décliner fin 2013 pour atteindre un des niveaux les plus bas depuis ces trois dernières années, mais ils ne sont guère inférieurs au record historique de 2011.<sup>21</sup> Toutefois, cela n'a pas permis d'éviter un pic des prix alimentaires en Inde et en Chine. Pendant cinq mois consécutifs en 2013, les prix alimentaires indiens ont connu un taux d'inflation annuel à deux chiffres, variant de 10 % en juin à 18 % en octobre ; le taux d'inflation des légumes, et notamment des oignons, était encore plus élevé, avec une hausse de 78 % de leur prix en un an.<sup>22</sup> En Chine, les prix alimentaires ont grimpé à la fin 2013, les 6 % enregistrés en octobre constituant la hausse la plus abrupte depuis avril 2012.<sup>23</sup> Dans la région

Asie-Pacifique, le rythme de l'inflation des prix alimentaires a continué de dépasser celui de l'inflation générale, même si cette différence est moins marquée qu'en Inde et en Chine. La question de l'inflation des denrées alimentaires et de l'inflation en général devra être suivie de près en 2014.

### **Débat sur les politiques relatives aux organismes génétiquement modifiés**

Les aliments génétiquement modifiés (GM) continuent de faire l'objet d'examen minutieux et de débats houleux. En 2013, les pays ont continué d'adopter des approches différentes sur les aliments GM et la question connexe de la biosécurité. Le Mexique a notamment interdit jusqu'à nouvel ordre le maïs génétiquement modifié alors que le Bangladesh a approuvé la culture commerciale de l'aubergine GM, résistante aux attaques des moustiques.<sup>24</sup> Aux Philippines, les essais en plein champ de riz GM enrichi en vitamine A (surnommé « riz doré ») ont été vandalisés.<sup>25</sup>

Parallèlement, l'élaboration de politiques basées sur des données scientifiques a reçu un véritable coup de fouet. Le conseiller scientifique principal de l'Union européenne (UE) et les Académies des sciences des pays membres de l'UE (plus la Norvège et la Suisse) ont appuyé un rapport du Conseil consultatif européen des académies des sciences exhortant l'Union européenne à revenir sur son rejet en bloc des technologies GM.<sup>26</sup> Ce rapport affirme qu'aucune preuve scientifique ne permet de confirmer que les technologies GM sont plus risquées que les améliorations génétiques traditionnelles.<sup>27</sup> À l'inverse, il soutient que les responsables politiques européens nuisent à leurs économies et à la sécurité alimentaire mondiale en limitant les innovations agricoles capables d'accroître la productivité et le rendement agricoles ainsi que la qualité de l'environnement et de la santé humaine. Dans le même ordre d'idées, le secrétaire d'État à l'environnement du Royaume-Uni a déclaré que l'opposition aux cultures GM s'appuie davantage sur des considérations émotionnelles

que des preuves scientifiques, si bien que dans de nombreux pays, les politiques limitent le potentiel des denrées alimentaires GM à améliorer la santé et la sécurité alimentaire de millions d'individus.<sup>28</sup>

### **Augmentation exponentielle du rôle de l'Amérique latine dans l'exportation de denrées alimentaires**

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) continuent de se positionner comme d'importants exportateurs de denrées alimentaires. La région reste le principal exportateur net de produits agricoles et est responsable d'une grande part des exportations mondiales de sucre, de tourteaux d'oléagineux, de café, de maïs, de volaille et de viande bovine. L'ALC fournissant 18 à 20 % des calories importées par l'Afrique et l'Asie, l'évolution de la production régionale pourrait retentir sur la disponibilité et le prix des aliments à l'échelle mondiale. En 2012-2013, le Brésil a supplanté les États-Unis en devenant le premier exportateur mondial de soja, dont la majeure partie est génétiquement modifiée et destinée à l'exportation (en particulier vers la Chine et l'Europe), l'Argentine se plaçant en troisième position, devant le Paraguay. Au cours de cette même période, les intempéries aux États-Unis ont placé le Brésil et l'Argentine en tête des exportateurs de céréales secondaires. Enfin, le Brésil est toujours le deuxième producteur mondial de viande de bœuf et de veau (après les États-Unis).

### **Des progrès mitigés dans la réforme des politiques agricoles des pays industrialisés**

Les négociations sur la reconduction de la loi agricole des États-Unis (US Farm Bill) sont restées au point mort sur une bonne partie de l'année 2013 en raison de divisions partisanes au Congrès américain. Cette loi contribue fortement sur le paysage mondial de l'alimentation et de la nutrition, non seulement en soutenant les prix et les revenus des exploitants au risque de fausser les marchés mondiaux, mais aussi en régissant l'aide alimentaire américaine. Le transfert de denrées cultivées aux États-Unis

sur des bateaux américains vers les pays en développement fait l'objet de nombreux débats car ce système d'acheminement de l'aide est plus coûteux, moins efficace et plus lent. En 2013, le président Barak Obama a encouragé des réformes visant à séparer l'aide alimentaire des exigences nationales d'approvisionnement et de livraison, mais la Chambre des représentants a rejeté un amendement à la loi agricole recommandant une utilisation accrue de denrées alimentaires cultivées localement pour aider les pays en développement.

L'Union européenne a également entrepris des réformes profondes de ses politiques agricoles et sur les biocarburants, dont les impacts pourraient se faire sentir dans l'ensemble des pays en développement et développés. Des débats et des négociations sur l'avenir des politiques européennes en matière de biocarburant ont fait rage sur fond de polémiques autour des biocarburants issus des cultures vivrières, accusés d'augmenter le cours mondial des céréales et de générer une quantité d'émissions de carbone plus importante que les combustibles fossiles.<sup>29</sup> Les efforts en vue d'accélérer l'adoption d'une proposition limitant l'emploi de ces biocarburants ont échoué et il semble aujourd'hui peu probable que les négociations sur ce projet de loi démarrent avant 2015. Ce retard compromet l'avenir des politiques européennes sur les biocarburants et, à plus long terme, le développement de technologies alternatives de production d'énergie renouvelable comme les biocarburants plus avancés dérivés des algues et de la biomasse.

Autre évolution importante dans l'Union européenne : l'entente sur les réformes de la Politique agricole commune (PAC), obtenue après deux années de négociations. Les réformes approuvées mettent l'accent sur la réorientation des versements directs vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement et sur le renforcement de l'appui aux jeunes et aux petits exploitants. Certaines voix laissent entendre toutefois que le train de réformes final a été édulcoré et comporte de nombreuses exemptions.<sup>30</sup> Bien que l'appui aux exploitants européens soit dissocié de la production, de tels mécanismes de



## Dans les prochaines années, les débats doivent se concentrer sur la définition d'objectifs durables axés sur l'individu et assortis d'un calendrier et de sous-objectifs clairement définis, en vue d'éradiquer la faim et la sous-nutrition d'ici à 2025.

soutien sont susceptibles de déformer les systèmes de production agricole mondiaux en octroyant aux exploitants européens un avantage compétitif sur les agriculteurs des autres régions du monde. Les réformes de la PAC éliminent en partie ces distorsions en circonscrivant les subventions à l'exportation aux périodes de perturbation du marché. Toutefois, les appels à l'introduction d'un suivi systématique et détaillé de l'impact des politiques agricoles de l'Union européenne – en particulier les mécanismes de soutien des revenus – sur les exploitants et les systèmes de production alimentaire dans les pays en développement ont été rejetés.<sup>31</sup>

### PRÉPARER L'AVENIR

Pour éradiquer la faim et la sous-nutrition d'ici à 2025, la durabilité environnementale est un impératif, mais il est tout aussi indispensable de penser aux personnes qui sont les bénéficiaires ciblés par ces objectifs. Le programme de développement pour l'après-2015 ne doit pas viser la réalisation d'objectifs de durabilité environnementale aux dépens de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du bien-être des pauvres et des sous-alimentés. Au contraire, dans les prochaines années, les débats doivent se concentrer sur la définition d'objectifs durables axés sur l'individu et assortis d'un calendrier et de sous-objectifs clairement définis, en vue d'éradiquer la faim et la sous-nutrition d'ici à 2025. Il reste encore beaucoup à faire avant d'élaborer un cadre post-2015 cohérent et holistique capable

d'intégrer l'objectif d'éradication de la faim et de la sous-nutrition. Le programme pour l'après-2015 doit se fonder sur une approche multisectorielle qui : (1) se concentre sur la réalisation de buts et objectifs clairement définis, (2) s'appuie sur un ensemble exhaustif de données et indicateurs pouvant être suivis et mesurés avec exactitude, (3) soutient la création de partenariats entre toutes les parties prenantes et (4) promeut la redevabilité. Parallèlement, cette approche doit inclure un élargissement de la protection sociale et garantir à chacun, mais surtout aux populations les plus vulnérables comme les femmes et les enfants, un accès à un régime alimentaire de haute qualité, une meilleure nutrition et de meilleurs résultats en matière de capital humain.

Bien qu'ils soient importants, les investissements traditionnels destinés à accroître la production alimentaire ne sont pas suffisants. Les efforts doivent se concentrer sur une approche exhaustive à long terme qui encourage l'augmentation de la productivité agricole pour tous les exploitants, relie véritablement la production viable des petits exploitants aux marchés (en prévoyant des mesures de réduction des déchets alimentaires), et garantit que leurs produits sont sûrs et nutritifs. Par exemple, les technologies de l'information et de la communication tels que les téléphones mobiles peuvent procurer aux populations pauvres exposées à l'insécurité alimentaire une multitude d'outils et informations pour développer leur résilience et leurs moyens de subsistance et améliorer leur sécurité alimentaire (voir Chapitre 6). Souvent pauvres et sous-alimentés, les petits exploitants peuvent y recourir pour obtenir des informations en temps réel sur les marchés (prix, demande, normes de qualité et conditions climatiques), éclairer leurs décisions en matière de production ou de commercialisation et participer plus activement aux chaînes de valeur agricoles. Afin d'accélérer l'adoption de ces technologies, il est indispensable d'élaborer des stratégies et des politiques favorisant l'accès à ces outils et la diffusion d'informations utiles.

Des données et des outils de mesure performants sont également nécessaires pour

suivre les progrès et les impacts des programmes et des politiques agricoles, alimentaires et nutritionnels, et pour formuler et mieux cibler les futures stratégies de développement. Les objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle – et les données qui les soutiennent – doivent couvrir toutes les dimensions importantes de la faim et de la sous-nutrition. Cela inclut non seulement l'accès à un nombre suffisant de calories, mais aussi à un régime alimentaire varié qui empêche le retard de croissance et les carences en micronutriments chez les enfants et réduit les risques d'obésité et de maladies chroniques. Il faut également redoubler d'efforts pour améliorer le suivi des chocs de courte durée et saisonniers affectant la sécurité alimentaire, y compris en collectant plus fréquemment des données sur l'émaciation dans des points sensibles tels que l'Asie du Sud-Est, la Corne de l'Afrique et le Sahel. Les pays en développement pourraient par exemple tirer profit de l'expérience du Bangladesh et de son projet de surveillance de la sécurité alimentaire et de la nutrition.<sup>32</sup> Les objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle sont également conçus afin de permettre le suivi des progrès et inclure des systèmes de redevabilité mutuelle aux niveaux national et international. Et une fois que les ODD auront été pleinement définis, il sera essentiel de collecter en temps opportun des données cohérentes et de haute qualité afin de suivre les progrès de l'ensemble des objectifs et élaborer des politiques et des stratégies adaptées.

Pour faire avancer le programme pour l'après-2015 visant à éliminer durablement la faim et la sous-nutrition d'ici à 2025, il est crucial de créer un partenariat global plus inclusif à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Ce partenariat

inclut la société civile et le secteur privé et s'appuie également sur l'engagement des autorités nationales à réduire la faim et la sous-nutrition par l'adoption de mesures adaptées et l'allocation de budgets suffisamment élevés. La coopération Sud-Sud constitue une piste de partenariat importante à explorer. Des pays tels que le Brésil, la Chine et le Vietnam ont réalisé des avancées considérables en matière de réduction de la faim et de la sous-nutrition ; ils peuvent partager leurs succès et leurs échecs en matière d'innovations technologiques, politiques et institutionnelles. En s'appuyant sur ces expériences, les autres pays en développement peuvent concevoir et mettre en application une boîte à outils efficace de stratégies adaptées à leur contexte, sur leur propre chemin vers l'éradication de la faim et de la sous-nutrition. Le Brésil et la Chine ont tous deux donné priorité au partage des connaissances Sud-Sud.

Il reste moins de deux ans pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Alors que nous continuons d'œuvrer à leur réalisation, il nous faut viser un objectif nouveau : éradiquer la faim et la sous-nutrition d'ici à 2025. Il est réalisable à condition d'y consacrer les ressources nécessaires et de définir clairement un système de redevabilité et un cadre de partenariat transparent, sans oublier les actions requises aux niveaux national et local. À cette fin, il sera crucial de renforcer les capacités des pays à consolider durablement leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. Une fois que ces conditions seront solidement ancrées et que toutes les parties concernées travailleront main dans la main, nous pourrons parvenir à instaurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable dans le monde entier. ■



# Éradiquer la faim et la sous-nutrition d'ici à 2025

Shenggen Fan et Paul Polman

**RÉSUMÉ :** En 2013, la suite à donner aux objectifs du Millénaire pour le développement, qui arriveront à échéance en 2015, a fait l'objet de toutes les attentions. Ce chapitre appelle à privilégier l'éradication de la faim et de la pauvreté dans le monde d'ici à 2025 et explore les mesures à prendre pour y parvenir.

**E**N L'AN 2000, LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE A ADOPTÉ LES objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) appelant à réduire de moitié la part des personnes vivant dans la pauvreté extrême et souffrant de la faim. À l'échelle mondiale, l'objectif de la pauvreté a été atteint, mais les progrès dans la réduction de la faim sont insuffisants. Près de 850 millions de personnes dans le monde souffrent toujours de la faim chronique selon les estimations récentes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).<sup>1</sup>

L'année 2015, date butoir de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, arrive à grands pas. Les délibérations sur la manière d'accélérer les progrès dans leur réalisation d'ici à 2015 et au-delà se sont donc intensifiées. Des pourparlers sont en cours sur un programme de développement pour l'après-2015 qui perpétuera les actions amorcées avec les objectifs du Millénaire pour le développement. Le Secrétaire général des Nations Unies a nommé un Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015, qui a proposé de nouveaux buts et objectifs qui guideront le programme et culmineront dans un ensemble d'objectifs de développement durable.<sup>2</sup> L'éradication de l'extrême pauvreté d'ici à 2030 est au cœur des débats sur le programme pour l'après-2015. Aussi louable et ambitieux soit-il, cet objectif n'est pas suffisant : nous soutenons qu'il est tout aussi important d'éradiquer la faim et la sous-nutrition, et que nous devons agir dans ce but d'ici à 2025.

---

**Shenggen Fan** est directeur général de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Washington, DC. **Paul Polman** est directeur général d'Unilever, Londres.



Les efforts pour éliminer la faim et la sous-nutrition se justifient par des raisons tant économiques que morales. Dans les pays où un grand nombre de personnes ne dispose pas de la sécurité alimentaire et nutritionnelle nécessaire pour vivre une vie saine et productive, il est difficile de sortir de la pauvreté ou d'impulser durablement le développement économique.<sup>3</sup> Les recherches démontrent que la sous-nutrition limite la réussite scolaire et la productivité des personnes, deux phénomènes qui se traduisent à leur tour par de vastes pertes économiques.<sup>4</sup> Outre ces aspects économiques, l'éradication de la faim et de la sous-nutrition implique de mettre fin à une grande part de la souffrance humaine. Il s'agit donc d'une mission déontologique d'échelle mondiale qui doit être une priorité absolue.

L'éradication de la faim et de la sous-nutrition d'ici à 2025 est un objectif colossal mais pas impossible. Pour le concrétiser, les pays et les donateurs doivent dégager les ressources nécessaires et poursuivre des politiques et des investissements adaptés. L'expérience de pays tels que le Brésil, la Chine, la Thaïlande et le Vietnam semble indiquer qu'il est réaliste de concentrer nos efforts sur cet objectif si le rythme de la réduction s'accélère. Leurs réussites sont autant d'enseignements qui nous aideront à trouver le chemin vers des succès encore plus grands. Les récentes innovations technologiques, politiques et institutionnelles nous placent dans une meilleure position pour favoriser des avancées plus rapides dans la réduction de la faim et de la sous-nutrition. Ces avancées sont réalisables lorsque les idées sont diffusées largement, quand les pays apprennent les uns des autres et quand une coopération en faveur de solutions encore meilleures s'installe durablement – autrement dit, lorsqu'un « effet boule de neige » provoque une avalanche d'innovations. Il est toutefois important de noter qu'après la réalisation de cet objectif, 5 à 8 % de la population pourraient continuer de souffrir de faim et de sous-nutrition résiduelle.<sup>5</sup>

Le regain d'intérêt pour la sécurité alimentaire et la nutrition est immense, tout comme les engagements à accroître les investissements

en faveur de la nutrition. Il est crucial de poursuivre cette dynamique et de forger un partenariat mondial et inclusif qui va au-delà de la simple rhétorique.

## POURQUOI L'ÉLIMINATION DE LA FAIM ET DE LA SOUS-NUTRITION EST PAYANTE

La *faim* est définie ici comme une consommation alimentaire insuffisante pour répondre aux besoins énergétiques quotidiens d'une vie active et saine.<sup>6</sup> Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, le terme de *faim* se rapporte spécifiquement à une consommation inférieure à environ 1 800 kilocalories par jour. La faim peut entraîner la sous-nutrition, qui résulte d'un apport insuffisant prolongé de macronutriments (glucides, protéines et lipides) et de micronutriments (vitamines et minéraux).<sup>7</sup> Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé, plus de 2 milliards de personnes souffrent de carences en micronutriments, appelées aussi « faim cachée ».<sup>8</sup> Les carences en vitamine A, fer, iode et zinc sont les plus courantes.<sup>9</sup>

La sous-nutrition revêt généralement la forme de carences en micronutriments, de retard de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge), d'insuffisance pondérale (poids insuffisant par rapport à l'âge) et d'une émaciation (poids insuffisant par rapport à la taille) chez les enfants. Ce chapitre explore le retard de croissance, une forme de sous-nutrition reconnue comme étant la plus critique.<sup>10</sup> Le retard de croissance est associé à un développement plus lent et un retard au niveau des capacités physiques et intellectuelles.<sup>11</sup> Il résulte de l'inhibition de la croissance du squelette et d'une faible accumulation de masse musculaire et de graisses. Il est aussi associé à des résultats neurologiques négatifs car il endommage les processus chimiques liés à la navigation spatiale, à la formation et la consolidation de la mémoire.<sup>12</sup> Ce déficit neurologique engendre un développement cognitif faible avec des conséquences à court et long termes : réussite scolaire limitée et faible potentiel de revenu sur toute la durée de vie.<sup>13</sup> À l'échelle mondiale, on estime que 25 % des enfants de moins de cinq ans, soit 162 millions, présentent un

# Action concertée contre la faim et la malnutrition après 2015

DAVID NABARRO

En 2013, l'élimination de la faim et de la sous-nutrition est devenue une priorité des gouvernements, des agences de développement, fondations, groupes de la société civile, entreprises et communauté de la recherche, avec un soutien accru au Mouvement pour le renforcement de la nutrition (*Scaling Up Nutrition - SUN*) et au Défi faim zéro. Dans le même temps, la communauté internationale se projette dans l'après-2015, date butoir des OMD, afin de discuter du programme de développement au-delà de cette première échéance. En mars 2013, le Groupe de travail ouvert, mandaté par la Conférence Rio+20 en 2012, a commencé à délibérer sur la formulation d'un ensemble d'objectifs de développement durable. Lors de sa troisième réunion de mai 2013, le Groupe a abordé les questions de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'agriculture durable et de la désertification, ainsi que de la dégradation des terres et de la sécheresse.<sup>1</sup> En parallèle, le système des Nations Unies et ses partenaires se sont engagés dans un processus inédit de consultation nationale, régionale et mondiale, comme contribution au programme de développement de l'après-2015. Ce processus comprenait la Consultation de haut niveau sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition accueillie par l'Espagne et la Colombie à Madrid en avril 2013.<sup>2</sup> La promotion de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'agriculture durable dans le programme de développement de l'après-2015 a été également discutée lors de la 40e session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale à Rome, en octobre 2013.<sup>3</sup>

Au cours de ce processus, de nombreux rapports remis au Secrétaire général des Nations Unies ont placé la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes agricoles et alimentaires durables au premier rang des priorités. Le Groupe de personnalités de haut niveau (nommées par le Secrétaire général) et le Pacte mondial des Nations Unies (*United Nations Global Compact*) ont préconisé un objectif distinct pour éliminer la faim et la sous-nutrition.<sup>4</sup> Le Réseau des solutions pour le développement durable ajoute un objectif spécifique d'amélioration des systèmes agricoles et de prospérité rurale à l'objectif général de l'éradication de la pauvreté et de la faim.<sup>5</sup> Tous les rapports invitent à mettre l'accent sur l'élimination du retard de croissance (faible rapport taille/âge).

Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies *Une vie de dignité pour tous (A Life of Dignity for All)*<sup>6</sup> résume la vision qui a émergé de ces discussions : un programme de développement pour l'après-2015 universel et transformateur, visant l'éradication de la pauvreté par le développement durable. Les États membres et autres parties prenantes s'accordent sur le fait que l'éradication de la faim et la sous-nutrition au moyen de systèmes agricoles, ruraux et alimentaires inclusifs et durables est un élément essentiel de la vision globale pour l'après-2015. Dans son rapport, le Secrétaire général a inclus l'élimination de la faim et de la sous-alimentation dans l'ensemble des mesures transformatrices se renforçant mutuellement qui s'appliquent à tous les pays et sont nécessaires pour

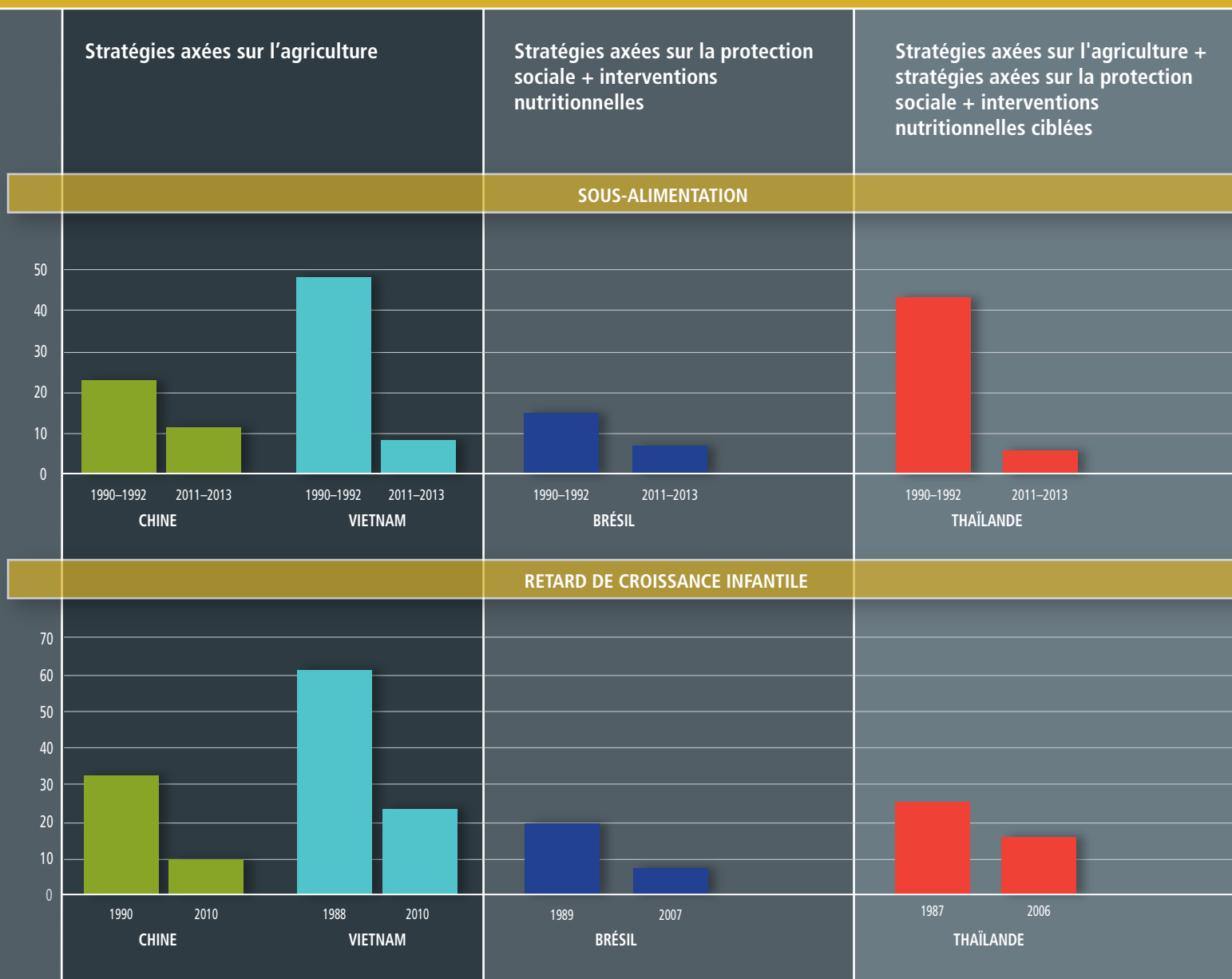
donner corps à la vision globale de l'après-2015. Selon ses propres termes, « Lutter contre la faim, la sous-nutrition, le retard de croissance et l'insécurité alimentaire... exigera une combinaison de revenus stables et suffisants pour tous, d'améliorations de la productivité et de la soutenabilité agricoles, de soins de santé pour les enfants et les mères et du renforcement de la protection sociale pour les populations vulnérables. »<sup>7</sup> Agir de manière globale apportera plusieurs avantages, notamment une croissance économique plus forte, une inclusion sociale et un développement rural durable. Parmi les facteurs essentiels de succès du programme de développement de l'après-2015 figurent les moyens mis en œuvre pour son application, en particulier un financement adapté. À cet égard, les fonds promis lors du Sommet Nutrition pour la croissance de Londres en juin 2013 représentent une première étape importante.<sup>8</sup>

Les parties prenantes internationales soutiennent cette discussion et élaborent des propositions pour la définition des objectifs et des droits mondiaux. Elles reconnaissent la nécessité d'appuyer ces objectifs et ces droits sur des incitations et des politiques qui restent cohérentes, et qui sont traduites dans la législation et mises en œuvre à l'échelon national. Ce processus nécessite que toutes les parties prenantes s'impliquent, s'approprient les objectifs et rendent compte de leurs actes. Le système des Nations Unies soutient les États membres et les partenaires à mesure qu'ils progressent dans cette tâche afin de tenir compte des voix des populations.

---

David Nabarro est représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la sécurité alimentaire et la nutrition et coordonnateur du Mouvement pour le renforcement de la nutrition, Genève.

**FIGURE 1 MÉTHODES POUR RÉDUIRE LA SOUS-ALIMENTATION ET LE RETARD DE CROISSANCE INFANTILE**



**Remarque :** Les données sur la sous-nutrition sont des moyennes sur trois ans et les données sur le retard de croissance infantile sont annuelles.

**Sources :** Les données relatives à la sous-alimentation proviennent de la base de données utilisée pour le rapport *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013* (Rome, 2013) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Les données sur le retard de croissance infantile proviennent de la base de données 2013 des indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale (Washington DC, 2013), <http://databank.worldbank.org/data/views/variableSelection/selectvariables.aspx?source=world-development-indicators>.

retard de croissance.<sup>14</sup> En Afrique subsaharienne comme en Asie du Sud, la prévalence du retard de croissance reste particulièrement élevée – environ 38 % dans chacune des régions.

La pauvreté, la faim et la sous-nutrition participent d'un même cercle vicieux. Pour le

briser, il est primordial de s'attaquer en priorité à l'élimination de la faim et de la sous-nutrition, qui engendrent et perpétuent la pauvreté, affectent négativement la santé humaine<sup>15</sup> et imposent un coût économique et social considérable. Ces coûts et ces fardeaux peuvent se ressentir au niveau

des individus, des ménages et de la société. Un retard de croissance dans les premières années de la vie se transmet selon toutes probabilités à la nouvelle génération. Les femmes qui en souffrent ont plus de chances d'être mère à un âge jeune, d'avoir un plus grand nombre d'enfants et de vivre à l'âge adulte dans un ménage pauvre.<sup>16</sup> Les pertes de productivité et les coûts directs de santé occasionnés par la faim et la sous-nutrition ont également des conséquences négatives sur l'ensemble de l'économie. Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, la faim et la sous-nutrition réduisent de 2 à 3 % le produit intérieur brut (PIB) mondial, ce qui représente 1 400 à 2 100 milliards de dollars EU par an.<sup>17</sup> Une autre étude estime cette perte à 8 % du PIB mondial au cours du XXIe siècle et à 6 % pour la première moitié du XXe siècle.<sup>18</sup> Les récentes estimations des coûts au niveau des pays se situent entre 2 % en Égypte et au Panama et plus de 10 % en Éthiopie et au Guatemala.<sup>19</sup>

Les retombées économiques de l'éradication de la faim et de la sous-nutrition pourraient être très élevées (voir l'encadré « Lutter contre la faim constitue un bon retour sur investissement »). Il est possible de réduire de 15 % les décès des enfants de moins de 5 ans en adoptant dix interventions nutritionnelles essentielles pour un coût approximatif de 10 milliards de dollars EU par an.<sup>20</sup> Cette somme représente moins de 1 % du coût de la faim et de la sous-nutrition. Au niveau national, les données indiquent également d'importantes retombées économiques. Selon une hypothèse prudente, chaque dollar investi dans des interventions visant à réduire le retard de croissance pourrait produire un retour économique d'environ 30 dollars EU, y compris dans des pays aussi pauvres que l'Éthiopie.<sup>21</sup>

## **POURQUOI ASPIRONS-NOUS À ÉRADIQUER LA FAIM ET LA SOUS-NUTRITION D'ICI À 2025**

L'expérience du Brésil, de la Chine, de la Thaïlande et du Vietnam indique que nous devrions aspirer à éradiquer la faim et la sous-nutrition à l'échelle mondiale d'ici à 2025.

## **L'expérience du Brésil, de la Chine, de la Thaïlande et du Vietnam indique que nous devrions aspirer à éradiquer la faim et la sous-nutrition à l'échelle mondiale d'ici à 2025.**

De façon générale, ces pays ont recours à des stratégies axées sur l'agriculture ou sur la protection sociale, y compris des interventions nutritionnelles, ou encore une combinaison de ces deux stratégies (Figure 1). Les succès constatés en Chine et au Vietnam peuvent être interprétés comme le résultat d'une stratégie axée sur l'agriculture. Au Brésil, les réussites sont avant tout le fruit des programmes de protection sociale et des interventions nutritionnelles ciblées sur les plus nécessiteux. En Thaïlande, c'est probablement une combinaison de ces deux stratégies qui a mis le pays sur la voie du succès.

En s'appuyant sur les expériences de ces pays, les autres pays en développement ont la faculté de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies efficaces et adaptées à leur contexte. Dans ce chapitre, nous analyserons les tendances d'indicateurs pertinents dans des pays qui ont réussi à réduire la faim et la sous-nutrition. Nous donnerons également un aperçu des principaux éléments des stratégies employées. Comme indicateur de la faim, nous utilisons les données de la FAO sur la prévalence de la sous-alimentation (apport alimentaire qui ne permet pas de couvrir les besoins énergétiques quotidiens d'une personne – soit généralement 1 800 kilocalories). Comme indicateur de la sous-nutrition, nous utilisons les chiffres de la Banque mondiale sur la prévalence du retard de croissance chez les enfants.<sup>22</sup> Comme un taux de 5 à 8 % de faim ou de sous-nutrition pourrait être évitable, nous utilisons le taux de 8 % comme seuil minimal en dessous duquel nous considérons la faim et la sous-nutrition comme « éradiquées ».



# Lutter contre la faim constitue un bon retour sur investissement

ALEXANDER J. STEIN

Les estimations du nombre de personnes sous-alimentées ont traditionnellement cherché à mettre en lumière les dimensions humaines et éthiques de la faim. En 2013, une série d'études a toutefois tenté d'adopter une approche différente en estimant cette fois le coût économique de la faim.

Deux études ont comptabilisé le coût global de la sous-alimentation et de la sous-nutrition par carence en micronutriments. L'une a établi un lien entre les estimations du fardeau mondial de la maladie à la sous-nutrition et a tenté de les exprimer en dollars, suggérant que la faim sous toutes ses formes provoque des pertes économiques de l'ordre de 800 à 1 900 milliards de dollars EU par an.<sup>1</sup> Cette estimation correspondait à celle proposée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). En utilisant une approche ascendante des informations agrégées sur les pertes de productivité économique dues à la sous-nutrition, la FAO a estimé un coût de 1 400 à 2 100 milliards de dollars EU par an, soit l'équivalent de 2 à 3 % du produit intérieur brut mondial (PIB).<sup>2</sup>

Trois autres études se sont focalisées sur les coûts au niveau des pays — en Égypte, Éthiopie et Ouganda<sup>3</sup> — complétant ainsi une étude antérieure sur les pays d'Amérique centrale.<sup>4</sup> Ces études par pays ont généré des estimations préliminaires basées sur les coûts des

soins de santé et d'éducation et sur la baisse de productivité due à la sous-nutrition. Leurs estimations du coût de la faim variaient de 2 % du PIB (en Égypte et au Panama) à bien plus de 10 % (en Éthiopie et au Guatemala). Ces chiffres indiquent que le coût de la faim peut être élevé même dans des pays relativement prospères comme ceux d'Amérique centrale. Cela provient du fait que, à mesure que la part du travail non manuel augmente dans une économie, l'éducation devient souvent une condition sine qua non pour des emplois mieux rémunérés. En diminuant la réussite scolaire, la sous-nutrition menace de réduire les possibilités d'obtenir des revenus plus élevés.

Si le fait de réduire la souffrance humaine à des chiffres constitue une approche restrictive de la compréhension de la faim, elle est en revanche pragmatique et exprime le problème en unités monétaires, comparables et compréhensibles par tous. Et si ces chiffres ne sont que des estimations approximatives, leur ampleur ne peut être ignorée. Des montants aussi élevés envoient un signal fort : des programmes financièrement rentables d'élimination de la faim devraient se traduire par des gains économiques importants — dans le monde entier et en particulier dans les pays où la sous-nutrition est la plus répandue.

Il existe bien des solutions réalistes pour éliminer la sous-nutrition de façon rentable.<sup>5</sup> Avec un coût annuel de la faim proche du millier de milliards de dollars — soit l'équivalent du PIB de l'Indonésie ou du Mexique —, la facture à payer pour lutter contre la faim peut ne représenter qu'une fraction de ce coût. Par exemple, pour atteindre plus de 80 % des enfants sous-alimentés du monde avec des interventions nutritionnelles essentielles, il faut compter tout au plus 10 milliards de dollars EU par an<sup>6</sup> — soit un centième du coût de la faim au plus.

Hélas, les engagements pris jusqu'à présent par la communauté internationale sont largement inférieurs. Au Sommet Nutrition pour la croissance de Londres en juin 2013, par exemple, les donateurs internationaux se sont engagés à verser environ 10 milliards de dollars EU pour des programmes nutritionnels — un montant à répartir cependant sur huit ans, et non sur une année.<sup>7</sup> On peut le regretter car, comme indiqué plus haut, la faim coûte cher — non seulement aux individus qui en pâtissent directement mais à la société tout entière — en infligeant des pertes de productivité et un lourd fardeau de santé publique à tous les pays du monde. De ce fait, l'élimination de la faim est non seulement une obligation morale, mais elle peut offrir des rendements économiques élevés à l'humanité.

---

**Alexander J. Stein** était coordinateur de recherche au bureau du directeur général, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington DC, lors de la préparation du présent rapport. Il est maintenant chargé de mission au sein de la Direction générale des Affaires maritimes et de la Pêche, Commission européenne, Bruxelles, Belgique.

## Chine et Vietnam : des stratégies axées sur l'agriculture

Si la Chine maintient son rythme de réduction actuel, elle peut espérer éliminer la faim et la sous-nutrition d'ici à 2025.<sup>23</sup> Entre 1990 et 2013, la Chine est parvenue à réduire de moitié la prévalence de la sous-alimentation, passant environ de 23 % à 11 %. Plus impressionnant encore, entre 1987 et 2010, la Chine a réduit la prévalence du retard de croissance infantile de plus de deux tiers, passant de 32 % à 9 %.

Le succès économique et agricole de la Chine résulte de la dé-collectivisation de l'agriculture (par l'introduction du système de redevabilité des ménages pour la sécurisation des droits fonciers), de la mise en œuvre de réformes pro-marché, du démantèlement de la planification et des monopoles d'État, et de politiques de soutien au développement du capital humain et à la croissance de l'économie rurale non agricole.<sup>24</sup> Ces réformes lancées dans les années 1970 ont d'abord ciblé la croissance agricole — stimulée par l'amélioration des incitations à une agriculture de petits exploitants — et le développement rural. Ces évolutions ont généré des revenus sensiblement supérieurs chez les résidents des régions rurales, où la pauvreté et la faim sont initialement les plus élevées, et une meilleure disponibilité de produits alimentaires à prix abordables.<sup>25</sup> En outre, des interventions sur la nutrition, la santé et la planification familiale ont été mises en œuvre à grande échelle.<sup>26</sup> En complément de ces interventions, des investissements dans les domaines de l'éducation, l'eau potable et l'assainissement ont également été élargis.

Les politiques de protection sociale sont susceptibles de promouvoir une croissance inclusive, mais elles n'étaient pas au premier plan des stratégies chinoises pendant la période des réformes. La Chine aurait sans doute avancé plus vite si elle avait lancé et renforcé plus tôt des programmes de protection sociale bien ciblés. Mais elle a préféré miser sur les prestations sociales accordées par les entreprises individuelles à leurs employés, alors que la transformation économique majeure — et l'augmentation du chômage et de la mobilité du travail — induisait des inégalités dans la protection

sociale.<sup>27</sup> Ces dernières années, le gouvernement chinois a lancé son principal programme de protection sociale, le système de revenu minimum garanti, connu sous le nom de « dibao ».<sup>28</sup>

Dans l'ensemble, une expérimentation prudente s'imposait pour concevoir, planifier et instaurer des réformes réussies en Chine.<sup>29</sup> Un système solide de suivi et d'évaluation comprenant une stratégie efficace de collecte de données a facilité la circulation des informations en vue de l'élaboration des politiques. Les réformes ont également bénéficié de facteurs tels que le bon état initial de l'infrastructure rurale, la recherche et les services de vulgarisation agricoles et la capacité institutionnelle.<sup>30</sup>

Comme la Chine, le Vietnam peut éliminer la faim d'ici à 2025 s'il maintient son rythme actuel de réduction. Entre 1990 et 2013, la prévalence de la sous-alimentation a chuté de 48 à 8 % et la prévalence du retard de croissance infantile est passée de 61 % en 1988 à 23 % en 2010. Si le Vietnam peine à éliminer le retard de croissance d'ici à 2025, il pourra s'en approcher en adoptant des politiques et des stratégies appropriées.

À l'instar de la Chine, les progrès initiaux au Vietnam ont probablement résulté de la croissance agricole, complétée par des programmes de nutrition et de santé ciblés.<sup>31</sup> Les réformes du Doi Moi introduites dans les années 1980 comportaient quatre éléments principaux : (1) une réforme foncière équitable, (2) la libéralisation des marchés et des échanges agricoles, (3) la libéralisation pragmatique et planifiée visant à attirer les investissements directs étrangers et à en tirer profit et (4) un investissement soutenu dans le développement humain.<sup>32</sup> La mise en œuvre de la Résolution n° 10 de 1988 — une reconnaissance du ménage comme unité de production de base de l'économie rurale — a considérablement renforcé les incitations en faveur de l'agriculture. La Résolution n° 10 et la loi foncière de 1993 ont fortement contribué à stimuler la croissance agricole dans les années 1990, hissant le Vietnam au rang des principaux exportateurs de riz. La rapide croissance agricole a favorisé l'augmentation des revenus en milieu rural et la migration de la main-d'œuvre vers les secteurs non agricoles.<sup>33</sup>

# Mesurer la faim et la sous-nutrition avec précision et dans la durée

TOLULOPE OLOFINBIYI ET SINAFIKEH GEMESSA

Pour mesurer les progrès vers l'élimination de la faim et la sous-nutrition, aucun indicateur unique ne peut saisir l'ensemble des dimensions de ces deux fléaux. Par conséquent, il est important d'utiliser des indicateurs multiples qui peuvent saisir ensemble la nature pluridimensionnelle de ces deux phénomènes. Une évaluation complète de la faim et la sous-nutrition doit inclure des indicateurs portant à la fois sur les intrants de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (comme les calories et la diversité alimentaire) et ses résultats (par exemple, le retard de croissance, l'insuffisance pondérale et l'émaciation).<sup>1</sup> Il est également crucial de réunir et de communiquer les données concernant ces indicateurs, ainsi que les facteurs domestiques et institutionnels qui les déterminent, le tout en temps opportun. Des données sont déjà réunies sur beaucoup de ces indicateurs, mais pas de manière régulière, complète et en temps opportun.

La prévalence de la sous-nutrition — calculée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) — est la mesure la plus utilisée de la faim au niveau mondial et national. Pour un pays, la prévalence de la sous-alimentation est fonction de la disponibilité de la nourriture (besoins et offres énergétiques alimentaires) et de l'accès à celle-ci (répartition probable de ces calories au sein du pays). Pour estimer la répartition des calories, la FAO ne réalise pas d'observations directes ; elle simule la répartition à l'aide de données issues des enquêtes ponctuelles auprès des ménages. En 2012, la FAO a effectué quelques révisions importantes de la méthodologie et des données qu'elle utilise pour élaborer l'indicateur de la sous-alimentation. Entre autres, la FAO a revu ses estimations des

pertes de denrées alimentaires et mis à jour les paramètres relatifs aux besoins énergétiques alimentaires et à l'accès à la nourriture.<sup>2</sup> Ces mesures vont dans la bonne direction, toutefois des lacunes importantes demeurent au niveau des informations. L'indicateur ne tient pas compte des déséquilibres dans la consommation de macro et micronutriments, dans les variations au sein des pays et les variations à court terme ou sur l'année.<sup>3</sup> Il est encourageant de constater que le *Rapport 2013 de la FAO sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* inclut des discussions sur les différentes dimensions de la faim et la sous-nutrition, avec une série d'indicateurs proposés pour mesurer chacune d'elles.<sup>4</sup>

Les résultats des recherches indiquent que, pour mesurer la faim au sens large, les indicateurs de diversité alimentaire sont plus pertinents que ceux du déficit calorique.<sup>5</sup> Les indicateurs de diversité alimentaire sont sensibles aux apports nutritionnels des personnes, aux chocs qui affectent leur consommation alimentaire et aux pénuries saisonnières. Des indicateurs basés sur les enquêtes auprès des ménages comme le Score de consommation alimentaire du Programme alimentaire mondial et le Score de diversité alimentaire des ménages de l'agence des États-Unis pour le développement international sont des exemples de mesures pouvant être utilisées pour mieux évaluer un apport suffisant en nutriments.<sup>6</sup> Il faut noter toutefois que ces indicateurs de diversité alimentaire doivent être améliorés pour permettre des mesures plus fréquentes et des comparaisons entre pays.

En ce qui concerne les résultats, les indicateurs anthropométriques qui mesurent les conséquences de la sous-nutrition — comme le retard de croissance

(faible rapport taille-âge) — doivent également être suivis fréquemment. Le retard de croissance est de plus en plus considéré comme l'indicateur le plus utile de la sous-nutrition chronique en raison de sa plus grande spécificité face à d'autres indicateurs comme l'insuffisance pondérale (faible rapport poids-âge).<sup>7</sup> Cependant, des mesures fréquentes de l'insuffisance pondérale et de l'émaciation (faible rapport poids-taille) sont toujours nécessaires pour saisir les impacts à relativement court terme de la sous-nutrition. Lorsqu'ils utilisent des indicateurs anthropométriques, les chercheurs doivent contrôler d'autres facteurs de confusion, tels que le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, dont l'influence est directe sur ces résultats de la sous-nutrition.<sup>8</sup>

Les indicateurs de diversité alimentaire et les mesures anthropométriques dépendent souvent d'enquêtes coûteuses auprès des ménages et des individus et difficiles à mettre à jour régulièrement. Ce problème est aggravé par le manque de capacité de nombreux pays en développement à recueillir des données fiables et à jour, en raison des pénuries d'infrastructure statistique et de capital humain. Pour concevoir et mettre en œuvre des programmes et des politiques fondées sur des données probantes, il est essentiel d'investir dans le renforcement des capacités des pays en développement en matière de collecte de données. Des investissements dans des outils innovants tels que les technologies de l'information et de la communication doivent également être accélérés afin de réduire le coût et les délais nécessaires pour recueillir des données et publier les résultats, ainsi que pour améliorer la qualité des données recueillies.<sup>9</sup>

## Mesures proposées de la faim et de la sous-nutrition dans le monde

Mesure	Description	Source	Améliorations proposées
<b>Indicateurs du côté des intrants</b>			
Prévalence de la sous-alimentation	Proportion de la population disposant d'un apport calorique inadéquat durant plus d'un an	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroître l'utilisation d'enquêtes auprès de ménages représentatifs</li> <li>• Mettre régulièrement à jour le cadre de distribution des calories</li> </ul>
Indicateurs de diversité alimentaire (par exemple, Score de consommation alimentaire)	Consommation pondérée par la fréquence des différents groupes alimentaires par un ménage au cours des sept derniers jours précédant l'enquête	Programme alimentaire mondial (PAM)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Calculer au niveau individuel et permettre la comparaison dans le temps et l'espace</li> <li>• Effectuer des rapports chaque année aux niveaux national et territorial</li> </ul>
<b>Indicateurs du côté des résultats</b>			
Prévalence du retard de croissance	Proportion des enfants de moins de 5 ans souffrant d'un retard de croissance (faible rapport taille-âge)	Organisation mondiale de la santé (OMS)	Effectuer des rapports chaque année aux niveaux national et territorial
Prévalence de l'insuffisance pondérale	Proportion des enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale (faible rapport poids-âge)	Organisation mondiale de la santé (OMS)	Augmenter la fréquence de la collecte de données, en particulier dans les zones à risque de la faim
Prévalence de l'émaciation	Proportion des enfants de moins de 5 ans émaciés (faible rapport poids-taille)	Organisation mondiale de la santé (OMS)	Déterminer la fréquence de collecte des données en fonction de l'ampleur d'une crise alimentaire

**Source** : Compilation des auteurs.

**Remarque** : Les données pour toutes les mesures doivent être recueillies dans le cadre d'une collaboration entre les organisations internationales et les gouvernements nationaux et régionaux.

**Tolulope Olofinbiyi** est responsable de programme et **Sinafikeh Gemessa** est assistant de recherche senior, Bureau du directeur général, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Washington DC.

Le Vietnam a également mobilisé des dépenses publiques considérables pour optimiser les résultats en matière nutritionnelle et sanitaire. Il a instauré une politique nutritionnelle complète afin d'améliorer la diversité alimentaire et des programmes visant à renforcer la supplémentation en micronutriments.<sup>34</sup> Il a également mis en œuvre des programmes de santé infantile et de planification familiale, maintenu une couverture santé nationale et accordé des subventions à la santé pour les pauvres. Ces réformes ont notamment privilégié la promotion de l'équité tout en améliorant le niveau de vie.

Ces dernières années, cependant, les inégalités se sont creusées — entre le Nord et le Sud et entre les zones urbaines et rurales, entre autres — alors que les groupes pauvres et vulnérables étaient plus difficiles à atteindre.<sup>35</sup> Sachant qu'une majorité de pauvres au Vietnam tirent 75 % de leurs revenus de l'agriculture et des activités connexes, il est fort probable que ce secteur continuera d'assumer un rôle essentiel en stimulant davantage une croissance pro-pauvres.<sup>36</sup> Des mesures comme l'amélioration de l'accès aux marchés, aux infrastructures rurales et aux services de base, ainsi que la poursuite du développement du secteur privé (dans le secteur agricole et en dehors) seront primordiales pour stimuler une croissance plus inclusive.<sup>37</sup> La nouvelle Loi de 2000 sur les entreprises – une simplification du processus d'enregistrement des entreprises – a notamment enclenché un processus de croissance du secteur privé. Des politiques efficaces de protection sociale seront également cruciales à mesure que se poursuivra la transformation économique du Vietnam.<sup>38</sup>

### **Brésil : des stratégies axées sur la protection sociale et des interventions nutritionnelles ciblées**

Si l'on se fie à notre seuil de 8 %, on peut considérer que le Brésil a réussi à éliminer la faim et la sous-nutrition. Entre 1990 et 2013, la prévalence de la sous-alimentation a baissé de 15 % à 7 %, et de 1989 à 2007, la prévalence du retard de croissance infantile a chuté de 19 % à 7 %.

Ce succès résulte sans doute de la réforme des politiques macro-économique et commerciale introduite au milieu des années 1990 et des prestations sociales pro-pauvres.<sup>39</sup> Les réformes de la protection sociale, efficaces à partir de la fin des années 1990, ont compris un élargissement et un meilleur ciblage des programmes d'assistance et de sécurité sociales. Les programmes de transfert existants ont été consolidés dans le cadre du programme social phare du Brésil *Bolsa Família*,<sup>40</sup> qui vise à améliorer l'éducation et les soins de santé pour ses bénéficiaires. À ce jour, il s'agit du programme conditionnel de transfert monétaire le plus important au monde. Sa réussite tient essentiellement à son intégration à d'autres politiques et programmes sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle.<sup>41</sup>

Pour appuyer ces programmes, le gouvernement a mis en place une législation et une politique sociales de premier plan — en particulier le droit à bénéficier de la sécurité sociale en 1988, la stratégie Faim zéro en 2003 et la loi sur le revenu de base en 2004.<sup>42</sup> Il a également renforcé les investissements dans les domaines de l'éducation, la santé, l'eau potable et l'assainissement.<sup>43</sup>

Malgré ces avancées, le Brésil a démarré avec un handicap — une forte inégalité — qui, associé aux distorsions d'une politique en faveur de l'inégalité, semble avoir ralenti les progrès.<sup>44</sup> Cependant, l'inégalité a diminué ces dernières années grâce à une plus grande stabilité macro-économique et à des politiques sociales plus progressistes, créant ainsi une marge pour l'accélération des progrès.

### **Thaïlande : des stratégies axées sur l'agriculture, la protection sociale et des interventions nutritionnelles ciblées**

Au rythme actuel de réduction et selon le seuil de prévalence de 8 %, on peut considérer que la Thaïlande a d'ores et déjà éliminé la faim. Mais elle ne se rapprochera pas de l'élimination du retard de croissance avant 2025. Entre 1990 et 2013, elle a considérablement réduit la prévalence de la sous-alimentation, soit une chute de 43 % environ à 6 %. Le retard de croissance infantile a également diminué sensiblement, mais plus lentement,

passant d'environ 25 % à 16 % entre 1987 et 2006. Si la Thaïlande accélère la mise en œuvre de stratégies appropriées, elle pourra être en mesure d'éliminer le retard de croissance.

L'agriculture a été la force motrice de la croissance pro-pauvres en Thaïlande entre 1960 et 1970.<sup>45</sup> La croissance a bénéficié de la stabilité macro-économique, de droits fonciers plus sûrs, de forts investissements dans les infrastructures rurales et d'une hausse des cours des produits de base en 1972-1974. La rapide croissance agricole dans cette période a contribué à améliorer les revenus en milieu rural et à réduire la pauvreté. À partir de la moitié des années 1980, la croissance pro-pauvres a été stimulée par le développement du secteur non agricole et par le déplacement structurel des revenus des ménages des activités agricoles vers les activités non agricoles.<sup>46</sup> Dans les années 1990, les politiques publiques se sont recentrées sur l'agriculture.<sup>47</sup> Le secteur agricole a commencé à se distinguer par une approche axée sur le marché, avec des circuits de commercialisation bien développés et une interaction entre les petits exploitants et les entreprises privées, ainsi qu'une grande diversification et spécialisation des produits. Ce processus était encouragé par des investissements dans la recherche et la vulgarisation agricole. Cette situation a contribué à améliorer les incitations à la production agricole, et à hisser la Thaïlande au rang des principaux exportateurs de riz mondiaux.<sup>48</sup>

Au début des années 1980, la Thaïlande a adopté une approche intégrée et communautaire pour améliorer la nutrition et la santé.<sup>49</sup> De 1980 à 1985, la seconde politique nationale thaïlandaise sur la santé et la nutrition a mis l'accent sur des interventions nutritionnelles ciblées pour lutter contre la sous-alimentation.<sup>50</sup> Les programmes de nutrition – inclus dans le Plan national de développement économique et social – ont privilégié les régions sous-développées et ciblé les enfants et les femmes enceintes et allaitantes.

Ces programmes de nutrition n'ont pas été appliqués isolément : ils étaient directement reliés à l'agriculture pour en garantir des effets durables.<sup>51</sup> Les approches intersectorielles et la participation locale ont continué de s'améliorer

dans les années 1990. En 2002, le gouvernement a introduit le régime de couverture santé universelle.<sup>52</sup> Entièrement financé par les pouvoirs publics thaïlandais, il accorde à tous les citoyens le droit à des soins de base gratuits. Plus récemment, le gouvernement a élargi des programmes de protection sociale autres que de santé pour garantir, entre autres, des prestations décès et vieillesse aux travailleurs des secteurs formel et informel.<sup>53</sup>

## ENSEIGNEMENTS À TIRER DES EXPÉRIENCES DE CES PAYS ET D'AUTRES

Dans de nombreux pays, l'éradication de la faim et la sous-nutrition exigera de combiner des stratégies sur l'agriculture, la protection sociale et la nutrition. La croissance agricole contribue directement à la réduction de la faim et de la sous-nutrition en renforçant la capacité des ménages agricoles à produire et acheter des aliments plus nutritifs, en diminuant les prix des denrées alimentaires pour les pauvres et en accroissant la demande de main-d'œuvre rurale.<sup>54</sup> Une étude portant sur plusieurs pays montre que dans les pays touchés par l'insécurité alimentaire, la croissance agricole est associée à des réductions de l'insuffisance pondérale et du retard de croissance.<sup>55</sup> Les expériences de la Chine et du Vietnam prouvent que dans des économies centrées sur l'agriculture où prédominent les petits exploitants, les stratégies de croissance axées sur ces derniers sont les plus à même de réduire la pauvreté et la faim. Dans le secteur agricole, les investissements doivent être orientés vers les filières où prédominent des personnes souffrant de la pauvreté et de la faim.<sup>56</sup>

Des stratégies de protection sociale bien conçues et mises en œuvre sont également essentielles, la croissance ne suffisant pas à elle seule à éliminer la faim et la sous-nutrition. Comme dans l'exemple concluant du Brésil, des filets de protection sociale comme les transferts monétaires conditionnels peuvent stimuler une croissance plus inclusive en aidant les personnes à se constituer des actifs et à les protéger des chocs, en réduisant les inégalités, en facilitant une réforme structurelle de l'économie et en améliorant l'allocation efficace des ressources.<sup>57</sup> Pour être



# Éliminer la faim et la malnutrition : les responsables doivent rendre des comptes

LAWRENCE HADDAD

Malgré d'importants progrès mondiaux dans la réduction du nombre de personnes souffrant de la faim et de la sous-nutrition,<sup>1</sup> la forte prévalence de ces fléaux en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud reste un point noir persistant et tragique dans un monde prospère et dynamique. L'objectif d'éradication de la faim et de la sous-nutrition d'ici à 2025 est une source d'inspiration par son aspect transcendant, ce qui n'a pas empêché plusieurs pays, dont le Brésil et la Chine, de ne pas être loin de le réaliser. La réalisation de cet objectif ambitieux exigera de mettre en place des politiques et des programmes adaptés, de bons investissements et un cadre juridique favorable. En outre, ces engagements doivent être surveillés de près pour orienter l'action et demander des comptes aux responsables. Les populations affamées et sous-alimentées ne peuvent régler toutes seules cette situation ; il leur faut le soutien de leurs propres gouvernements et de la communauté internationale. Sur qui peuvent-elles compter, et comment savent-elles si ces acteurs ont respecté leurs engagements ? À qui doivent-elles demander des comptes, et comment faire ?

Améliorer la redevabilité exigera de mesurer les résultats à l'aide de données crédibles sur la faim et la sous-nutrition. Ces données sont abondantes, mais leur qualité doit s'améliorer. En revanche, les données sur la sous-nutrition sont

plus fiables mais moins abondantes. Cependant, il ne suffit pas de mesurer les résultats. Ceux-ci sont déterminés par des facteurs dont certains sont maîtrisables et d'autres beaucoup moins. Il faut donc s'assurer que ceux maîtrisables par les gouvernements (et autres acteurs clés) soient rendus transparents et fassent l'objet d'un suivi attentif.

L'indice d'engagement contre la faim et pour la nutrition<sup>2</sup> établi par l'Institut des études de développement (*Institute of Development Studies*) du Royaume-Uni est un moyen de comparer les engagements des différents gouvernements en termes de politiques, de dépenses et de législation visant à réduire la faim et la sous-nutrition et, par voie de conséquence, un moyen d'améliorer la redevabilité de ces gouvernements vis-à-vis de leurs populations.<sup>3</sup> L'indice établit un classement de 45 pays où la faim et la sous-nutrition sévissent le plus durement et qui disposent de données sur les engagements. Selon cet indice, les pays les plus gravement touchés sont souvent, mais pas automatiquement, ceux qui font preuve du plus haut niveau d'engagement dans la lutte contre ce fardeau. Cet indice établit aussi un classement des pays donateurs et conclut que parmi les plus généreux d'entre eux (en termes de proportion de l'aide publique au développement par rapport au revenu

national brut), certains comptent parmi les pays moins engagés dans la réduction de la faim et de la sous-nutrition. Il est tout aussi important de recueillir des données sur ces engagements que sur leurs résultats.

Dans les pays touchés par la faim et la sous-nutrition, l'amélioration de la redevabilité au niveau infranational est aussi essentielle — elle permet de renforcer la relation entre l'État et la société civile autour de ces questions. De nouveaux outils et méthodes de redevabilité sont en cours d'élaboration. Ils comprennent : la surveillance en temps réel de la couverture des programmes à l'aide de technologies mobiles ; des notes infranationales de l'indice d'engagement contre la faim et pour la nutrition ; des mécanismes de redevabilité sociale tels que les fiches communautaires de résultat ; et un meilleur diagnostic des contraintes pesant sur les stratégies nationales de réduction de la faim et de la sous-nutrition afin de mieux comprendre comment définir le calendrier et les priorités des programmes.<sup>4</sup> La communauté travaillant sur l'alimentation et la nutrition déplore souvent que la faim et la sous-nutrition soient l'affaire de tous, mais la responsabilité de personne. Avec des mécanismes de redevabilité plus forts, nous pouvons favoriser la responsabilité de tous pour mettre fin à ce double fléau.

---

Lawrence Haddad est directeur de l'Institute of Development Studies (Institut des études de développement), Brighton, Royaume-Uni.

efficaces, les filets de protection sociale doivent avoir un objectif clair, un moyen réalisable de cibler les bénéficiaires, un mode fiable de transfert des ressources, un système de suivi et d'évaluation solide et un fonctionnement transparent.<sup>58</sup>

L'accélération des progrès dans l'amélioration de la nutrition requiert également des interventions nutritionnelles bien ciblées qui s'attaquent à la fois aux causes immédiates de la sous-nutrition (avec des programmes de nutrition spécifiques) et à ses causes plus profondes (avec des programmes sensibles à la nutrition dans le développement de l'agriculture et la petite enfance, par exemple). L'expérience de la Thaïlande est très instructive : ce pays a été l'un des rares à privilégier la nutrition dans les années 1980 en ciblant les soins de santé et les compléments alimentaires nutritifs pour les personnes souffrant de faim et sous-nutrition.<sup>59</sup> L'efficacité, la couverture et l'échelle des interventions nutritionnelles spécifiques (par exemple la supplémentation en micronutriments et les pratiques optimales d'allaitement maternel) peuvent être considérablement améliorées lorsque des programmes sensibles à la nutrition (par ex. les programmes de développement agricole et de la petite enfance) sont utilisés comme plateformes de diffusion.<sup>60</sup> Dans ces programmes, la sensibilité à la nutrition peut être intensifiée en améliorant entre autres le ciblage des interventions, en utilisant les conditions liées à la nutrition, en intégrant des objectifs et des actions nutritionnels et en promouvant l'autonomisation des femmes.

L'importance relative de ces stratégies dans les différents pays dépend de la structure de l'économie et du lieu de résidence des groupes vulnérables. Dans les économies axées sur l'agriculture (principalement en Afrique subsaharienne), l'agriculture sera essentielle pour atteindre une croissance pro-pauvres et réduire la faim et la sous-nutrition. Dans les économies en transformation (en Asie, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient), la croissance provient moins de l'agriculture, mais la pauvreté, la faim et la sous-nutrition restent des phénomènes largement ruraux. Dans ces économies, la

## L'accélération des progrès dans l'amélioration de la nutrition requiert également des interventions nutritionnelles bien ciblées qui s'attaquent à la fois aux causes immédiates de la sous-nutrition et à ses causes plus profondes.

croissance de l'agriculture et de l'économie rurale non agricole est importante pour la réduction de la pauvreté. Dans les économies urbanisées (essentiellement en Europe de l'Est et en Amérique latine), l'agriculture contribue moins fortement à la croissance et la pauvreté urbaine commence à dépasser la pauvreté rurale. L'agriculture fonctionne comme d'autres secteurs concurrentiels, tels que l'industrie manufacturière, même si elle peut prédominer dans certaines régions.<sup>61</sup> L'élimination de la faim et la sous-nutrition dans ces pays urbanisés dépendra plus fortement de programmes ciblés de nutrition et de protection sociale. Dans de grands pays comme l'Inde et le Mexique, les différents États peuvent présenter des structures économiques diverses, ce qui souligne davantage la nécessité de stratégies adaptées aux circonstances locales.

### COMMENT POUVONS-NOUS AVANCER

Des actions concertées de toutes les parties prenantes, dont les gouvernements, les bailleurs de fonds, la société civile et le secteur privé, sont nécessaires pour éliminer la faim et la sous-nutrition d'ici à 2025. Les expériences positives de pays performants donnent à penser que nous pouvons espérer atteindre cet objectif si des ressources suffisantes sont allouées et que des politiques et investissements appropriés sont poursuivis. Les objectifs de développement durable qui seront adoptés doivent être



ambitieux, pragmatiques et circonscrits dans le temps ; ils doivent avoir des buts clairs et être favorisés par un partenariat mondial et inclusif. Ce partenariat doit se caractériser par une définition claire des rôles et des responsabilités afin d'améliorer la redevabilité et d'éviter la duplication des efforts.

Les approches en vue d'accélérer le rythme de réduction de la faim et de la sous-nutrition doivent englober les éléments suivants :

► **Stratégies et investissements menés par les pays.**

Comme le démontrent les expériences des pays, l'appropriation nationale des stratégies et des politiques est essentielle. Les politiques visant à éliminer la faim et la sous-nutrition doivent être menées par les pays afin d'être mieux adaptées au contexte local, d'être très efficaces et durables, comme en témoigne la libéralisation partielle et progressive des marchés par la Chine. Au-delà de la définition d'orientations pour les stratégies d'éradication de la faim et la sous-nutrition, les gouvernements nationaux doivent allouer des budgets suffisants aux stratégies appuyant une croissance plus inclusive, notamment : la croissance de petites exploitations agricoles viables ; des programmes de protection sociale bien ciblés liés à l'amélioration des résultats en matière d'alimentation et de nutrition ; et des interventions nutritionnelles spécialisées. Le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (*Scaling Up Nutrition*) est une initiative mondiale qui promeut des

actions menées par les pays ; elle réunit des gouvernements, la société civile, les Nations Unies, les donateurs, les entreprises et des chercheurs pour faire de l'amélioration de la nutrition une priorité dans les mesures politiques des pays. Les États qui adhèrent au Mouvement doivent élaborer un cadre politique et juridique cohérent pour les politiques de nutrition, travailler en partenariat avec les autres parties prenantes, convenir d'objectifs communs et mobiliser des ressources en vue du renforcement de la nutrition.

► **Politiques reposant sur des données probantes et des expérimentations de politiques.**

Les stratégies nationales doivent reposer sur des faits probants. Des projets pilotes et des expérimentations de politiques sont importants pour fournir aux décideurs des informations sur les investissements et les processus pertinents avant la reproduction à grande échelle des politiques et programmes concluants. L'expérimentation contribue à une conception, une planification et une mise en œuvre appropriées des stratégies dudit pays.

► **Partage et transfert des connaissances.**

Les connaissances sur les innovations politiques, institutionnelles et technologiques menées par les pays performants peuvent fournir des orientations pour la conception de stratégies nationales visant à réduire la faim et la sous-nutrition. Les pays performants doivent partager leurs connaissances avec d'autres pays en développement.

► **Révolution des données.** Des données fiables et récentes à l'échelon mondial, national et territorial – notamment sur les indicateurs pertinents de la faim et de la sous-nutrition – sont cruciales pour élaborer des politiques fondées sur des données probantes. Ces données doivent être le fruit d'une collaboration entre les organisations internationales et les gouvernements nationaux et régionaux. Pour soutenir cet effort de collaboration, la collecte de données et la capacité d'analyse dans les pays en développement (en particulier en termes

Les expériences positives de pays performants donnent à penser que nous pouvons espérer atteindre cet objectif si des ressources suffisantes sont allouées et que des politiques et investissements appropriés sont poursuivis.

d'infrastructure statistique et de capital humain) doivent être considérablement renforcées.

- ▶ **Renforcement du rôle du secteur privé.** Le secteur privé est susceptible d'apporter des solutions durables pour éradiquer la faim et la sous-nutrition, pour autant qu'existent des conditions adaptées et des structures incitatives. Récemment, le secteur privé a intensifié ses interventions et ses engagements en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de diverses façons. Dans le cadre de la Nouvelle vision de l'agriculture (*New Vision for Agriculture*), le secteur privé s'engage dans des programmes de partenariat public-privé (par exemple l'initiative *Grow Africa*) dans 11 pays. Des systèmes clairs de suivi et évaluation et des mécanismes de régulation sont nécessaires pour s'assurer que le secteur privé peut assumer un rôle encore plus important dans l'éradication de la faim et la sous-nutrition.

## L'éradication de la faim et de la sous-nutrition d'ici à 2025 doit constituer une priorité absolue du programme de développement de l'après-2015.

L'éradication de la faim et la sous-nutrition d'ici à 2025 doit constituer une priorité absolue du programme de développement de l'après-2015. Cet objectif est non seulement justifié sur le plan économique, mais il doit être aussi considéré comme une obligation éthique mondiale. Pour ce faire, il est fondamental de promouvoir des stratégies menées par les pays, de s'appuyer sur des données probantes et des expériences concluantes, de favoriser le partage des idées, accroître et élargir les partenariats et adopter des approches intégrées. ■



## CHAPITRE 1

- 1 Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, portail Internet de la sécurité alimentaire, [www.foodsecurityportal.org](http://www.foodsecurityportal.org), accès 31 décembre 2013.
- 2 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013*, Rome, 2013.
- 3 La faim se définit traditionnellement comme un apport insuffisant de calories pour mener une vie active et saine. L'apport en calories ne suffit pas cependant à préserver la santé et le bien-être des personnes : une bonne nutrition est également nécessaire. La sous-nutrition se réfère à des carences en macronutriments, notamment des protéines, ou en micronutriments essentiels tels que la vitamine A, le fer ou le zinc. La consommation inadéquate de macro et micronutriments est plus souvent qualifiée de « faim cachée ». De manière générale, la sous-nutrition correspond à des carences en micronutriments, un retard de croissance, une insuffisance pondérale et une émaciation. La malnutrition se réfère aussi bien à la sous-nutrition qu'à la suralimentation, ou au problème découlant de régimes déséquilibrés (par exemple excès d'apports en acides gras saturés, calories, sel, sucre, ou une combinaison de ces derniers). La suralimentation augmente le risque de surpoids, d'obésité et de maladies chroniques comme les maladies cardiovasculaires, le diabète et certains types de cancers.
- 4 Nations Unies, Millennium Development Goals: 2013 Progress Chart, New York, 2013, [www.un.org/millenniumgoals/pdf/report-2013/2013\\_progress\\_english.pdf](http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/report-2013/2013_progress_english.pdf).
- 5 Assemblée générale des Nations Unies, « Document final de la manifestation spéciale consacrée au bilan de l'action entreprise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement », A/68/L.4, 1er octobre 2013, [http://www.un.org/fr/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/68/L.4](http://www.un.org/fr/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/68/L.4).
- 6 L. Haddad, « How Should Nutrition Be Positioned in the Post-2015 Agenda? » *Food Policy* 43, décembre 2013, pp. 341–352.
- 7 Équipe spéciale sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015, Réaliser l'avenir que nous voulons pour tous, Rapport au Secrétaire général, Nations Unies, New York, 2012, [www.un.org/millenniumgoals/pdf/Post\\_2015\\_UNTTreport.pdf](http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/Post_2015_UNTTreport.pdf).
- 8 Groupe thématique sur l'agriculture et les systèmes alimentaires durables du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies (Sustainable Development Solutions Network - SDSN), *Solutions for Sustainable Agriculture and Food Systems : Technical Report for the Post-2015 Development Agenda*, SDSN, Paris, 2013, viii.
- 9 Cette consultation s'est déroulée à Madrid sous la houlette de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), en partenariat avec les gouvernements de Colombie et d'Espagne. L'événement s'est inscrit dans un processus de concertation étendu comprenant des consultations en ligne et une consultation des parties prenantes du Comité de la sécurité alimentaire mondiale organisée par le FAO et le PAM, [www.fao.org/fsnforum/post2015/](http://www.fao.org/fsnforum/post2015/).
- 10 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « Consultation de haut niveau sur la faim, la sécurité alimentaire et la nutrition dans le cadre de développement pour l'après 2015 », [www.fao.org/fsnforum/post2015/sites/post2015/files/files/Synthesis\\_Report\\_Madrid\\_EN.pdf](http://www.fao.org/fsnforum/post2015/sites/post2015/files/files/Synthesis_Report_Madrid_EN.pdf).
- 11 Groupe de travail ouvert (GTO) sur les objectifs de développement durable, « Third Session of the OWG (22-24 mai) », <http://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/18340506mdstakesummary.pdf>, accès 31 décembre 2013.
- 12 J. Maurice, « New Goals in Sight to Reduce Poverty and Hunger », *The Lancet* 382, n° 9890, 2013, pp. 383–384.
- 13 *The Lancet*, numéro spécial sur l'alimentation maternelle et infantile (6 juin 2013), [www.thelancet.com/series/maternal-and-child-nutrition](http://www.thelancet.com/series/maternal-and-child-nutrition).
- 14 Unilever, « Private Sector Outreach: A Summary of Unilever's Programme of Private Sector Outreach on the Post-2015 Development Agenda » (2013), [www.unilever.com/images/Summaryofbusinessoutreach\\_tcm13-358374.pdf](http://www.unilever.com/images/Summaryofbusinessoutreach_tcm13-358374.pdf).
- 15 Programme alimentaire mondial, « DSM : Improving Nutrition, Improving Lives », [www.wfp.org/partners/private-sector/meet-our-partners/dsm](http://www.wfp.org/partners/private-sector/meet-our-partners/dsm), accès 12 décembre 2013.
- 16 Programme alimentaire mondial, « Typhoon Haiyan : WFP Ramps Up Private-Sector Appeal » (communiqué de presse), 19 novembre 2013, [www.wfp.org/stories/typhoon-haiyan-wfp-ramps-private-sector-appeal](http://www.wfp.org/stories/typhoon-haiyan-wfp-ramps-private-sector-appeal).
- 17 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), « Changements climatiques 2013 : les éléments scientifiques - Résumé à l'intention des décideurs », Contribution du Groupe de travail I au Cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Suisse, 2013.
- 18 G. Hufbauer et J. Schott, *Payoff from the World Trade Agenda 2013*, Rapport à la ICC Research Foundation, Peterson Institute for International Economics, Washington DC, 2013 ; R. Minto, « EM Trade : Don't Get Excited by WTO Bali Deal », *Financial Times*, 13 décembre 2013, <http://blogs.ft.com/beyond-brics/2013/12/13/em-trade-dont-get-excited-by-wto-bali-deal/#axzz2ochXOfWj>.
- 19 D. Roberts, « China Sets Up a Food Safety Super-Regulator », *Bloomberg Businessweek*, 13 mars 2013, [www.businessweek.com/articles/2013-03-14/china-sets-up-a-food-safety-super-regulator](http://www.businessweek.com/articles/2013-03-14/china-sets-up-a-food-safety-super-regulator).
- 20 J. Zhu, « Rural Migrants Set to Benefit from Country's Urbanization Reform », *China Daily*, 20 novembre 2013, [www.chinadaily.com.cn/china/2013-11/20/content\\_17116926.htm](http://www.chinadaily.com.cn/china/2013-11/20/content_17116926.htm).
- 21 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Indice FAO des prix des produits alimentaires, accès 1er décembre 2013, [www.fao.org/worldfoodsituation/FoodPricesIndex/en/](http://www.fao.org/worldfoodsituation/FoodPricesIndex/en/).
- 22 Ministère indien du Commerce et de l'Industrie, Bureau du conseiller économique, « Index Numbers of Wholesale Price in India : Review for the Month of October 2013 », <http://eaindstry.nic.in/cmonthly.pdf>, accès 13 février 2014.
- 23 X. Zhou et N. Avery, « China Inflation Below Target as Leaders Start Reform Summit », *Bloomberg News*, 9 novembre 2013, [www.bloomberg.com/news/2013-11-09/china-s-oct-inflation-accelerates-producer-prices-extend-drop.html](http://www.bloomberg.com/news/2013-11-09/china-s-oct-inflation-accelerates-producer-prices-extend-drop.html).

- 24 D. A. Garcia, « Past and Future Collide as Mexico Fights over GMO Corn », Reuters, 12 novembre 2013, <http://www.reuters.com/article/2013/11/12/us-mexico-corn-idUSBRE9AB11Q20131112>; S. Mohindru, « Bangladesh Approves Cultivation of Genetically Modified Eggplant », Wall Street Journal, 22 novembre 2013, <http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702303653004579213572545045240>.
- 25 A. Harmon, « Golden Rice: Lifesaver? » New York Times, 24 août 2013, [www.nytimes.com/2013/08/25/sunday-review/golden-rice-lifesaver.html?pagewanted=all&\\_r=2&](http://www.nytimes.com/2013/08/25/sunday-review/golden-rice-lifesaver.html?pagewanted=all&_r=2&).
- 26 EurActiv, « Chief EU Scientist Backs Damning Report Urging GMO 'Rethink' », 26 septembre 2013, [www.euractiv.com/science-policy-making/chief-eu-scientist-backs-damning-news-530693](http://www.euractiv.com/science-policy-making/chief-eu-scientist-backs-damning-news-530693).
- 27 Conseil consultatif européen des académies des sciences (European Academies Science Advisory Council - EASAC), Planting the Future : Opportunities and Challenges for Using Crop Genetic Improvement Technologies for Sustainable Agriculture, Rapport de l'EASAC n° 21, Académie des Sciences nationale allemande, Halle, Allemagne, 2013, [www.easac.eu/fileadmin/Reports/Planting\\_the\\_Future/EASAC\\_Planting\\_the\\_Future\\_FULL\\_REPORT.pdf](http://www.easac.eu/fileadmin/Reports/Planting_the_Future/EASAC_Planting_the_Future_FULL_REPORT.pdf).
- 28 O. Wright, « Opponents of Third World GM Crops Are 'Wicked,' Says Environment Secretary Owen Paterson », The Independent, 13 octobre 2013.
- 29 R. Van Noorden, « EU Debates U-Turn on Biofuels Policy », Nature 499, n° 7456, 1er juillet 2013, pp. 13–14.
- 30 Parlement européen, « Le Parlement en faveur d'une PAC plus verte et plus équitable pour 2014-2020 », communiqué de presse du 20 novembre 2013, [www.europarl.europa.eu/news/en/news-room/content/20131118IPR25538/html/EU-farm-policy-2014-2020-MEPs-give-final-blessing-to-greener-and-fairer-CAP](http://www.europarl.europa.eu/news/en/news-room/content/20131118IPR25538/html/EU-farm-policy-2014-2020-MEPs-give-final-blessing-to-greener-and-fairer-CAP); D. Keating, « Deal Reached on CAP Reform », European Voice, 26 juin 2013, [www.europeanvoice.com/article/2013/june/deal-reached-on-cap-reform/77649.aspx](http://www.europeanvoice.com/article/2013/june/deal-reached-on-cap-reform/77649.aspx).
- 31 B. Lein, « Final Window for Development-Proofing the CAP », blog Talking Points du Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), 12 mars 2013, [www.ecdpm-talkingpoints.org/final-window-for-development-proofing-the-cap/](http://www.ecdpm-talkingpoints.org/final-window-for-development-proofing-the-cap/).
- 32 Helen Keller International, Nutrition Surveillance, [www.hki.org/reducing-malnutrition/nutrition-surveillance/](http://www.hki.org/reducing-malnutrition/nutrition-surveillance/), accès 31 décembre 2013.
- Momentum for Impact », The Lancet 382, n° 9890, 2013, pp. 372–375.
- 4 S. Horton et R. H. Steckel, « Global Economic Losses Attributable to Malnutrition 1990–2000 and Projections to 2050 », in How Much Have Global Problems Cost the World ? World? A Scorecard from 1900 to 2050, édité par Bjorn Lomborg, Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni, 2013.
- 5 En Europe, par exemple, « dans les pays couverts par Eurostat, plus de 18 millions de personnes reçoivent une aide alimentaire financée par l'Union européenne, 43 millions n'ont pas les moyens de s'offrir deux repas riches en protéines par semaine et 120 millions sont menacées de pauvreté »; Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Penser différemment - Europe : les conséquences de la crise économique sur le plan humanitaire, Genève, 2013, 11. Cela implique que le niveau de la faim en Europe est de près de 6 %.
- 6 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2013*, Rome, 2013, [www.fao.org/docrep/018/i3300e/i3300e00.htm](http://www.fao.org/docrep/018/i3300e/i3300e00.htm).
- 7 FAO et Union européenne, « Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire », 2008, [www.fao.org/docrep/013/al936f/al936f00.pdf](http://www.fao.org/docrep/013/al936f/al936f00.pdf).
- 8 Organisation mondiale de la santé (OMS), « Micronutrients », [www.who.int/nutrition/topics/micronutrients/en/index.html](http://www.who.int/nutrition/topics/micronutrients/en/index.html), accès 7 janvier 2014.
- 9 J. Hoddinott, M. Rosegrant et M. Torero, « Investments to Reduce Hunger and Undernutrition », article préparé pour le Consensus de Copenhague 2012, <http://copenhagenconsensus.com/projects/copenhagen-consensus-2012/research/hunger-and-malnutrition>, accès 7 janvier 2014.
- 10 C. G. Victora, L. Adair, C. Fall, P. C. Hallal, R. Martorell, L. Richter et H. S. Sachdev, pour le Maternal and Child Undernutrition Study Group, « Maternal and Child Undernutrition : Consequences for Adult Health and Human Capital », The Lancet 371, n° 9609, 2008, pp. 340–357.
- 11 J. Hoddinott, J. R. Behrman, J. A. Maluccio, P. Melgar, A. R. Quisumbing, M. Ramirez-Zea, A. D. Stein, K. M. Yount et R. Martorell, « Adult Consequences of Growth Failure in Early Childhood », American Journal of Clinical Nutrition 98, n° 5, 2013, pp. 1170–1178.
- 12 Hoddinott, Rosegrant et Torero, « Investments to Reduce Hunger and Undernutrition ».
- 13 Hoddinott et al., « Adult Consequences of Growth Failure »; L. Haddad, « Ending Undernutrition : Our Legacy to the Post-2015 Generation », Institute of Development Studies and Children's Investment Fund Foundation, Brighton, Royaume-Uni, 2013.
- 14 UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), « Childinfo : Current Status – Stunting », [www.childinfo.org/malnutrition\\_status.html](http://www.childinfo.org/malnutrition_status.html), accès 19 décembre 2013.
- 15 J. R. Behrman, H. Alderman et J. Hoddinott, « Hunger and Malnutrition », in Global Crises, Global Solutions, édité par B. Lomborg, Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni, 2004.

## CHAPITRE 2

- 1 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013*, Rome, 2013.
- 2 Nations Unies, Pour un nouveau partenariat mondial : vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable, New York, 2013.
- 3 R. E. Black, H. Alderman, Z. A. Bhutta, S. Gillespie, L. Haddad, S. Horton, A. Lartey, V. Mannar, M. Ruel, C. G. Victora, S. P. Walker et P. Webb, « Maternal and Child Undernutrition : Building



- 16 Hoddinott et al., « Adult Consequences of Growth Failure ».
- 17 FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2013*.
- 18 Horton et Steckel, « Global Economic Losses Attributable to Malnutrition ».
- 19 Les études réalisées en Égypte, en Éthiopie et en Ouganda faisaient partie d'une étude plus large consacrée au coût de la faim en Afrique. Cette dernière était menée par la Commission de l'Union africaine et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, et soutenue par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et le Programme alimentaire mondial. Programme alimentaire mondial, *The Cost of Hunger in Egypt : Implications of Child Undernutrition on the Social and Economic Development of Egypt*, Addis Abeba, 2013, [www.wfp.org/content/egypt-cost-hunger-implications-child-undernutrition-social-economic-development-june-2013](http://www.wfp.org/content/egypt-cost-hunger-implications-child-undernutrition-social-economic-development-june-2013) ; Programme alimentaire mondial, « Hunger Costs Uganda 5.6 Percent of GDP » (communiqué de presse), 18 juin 2013, [www.wfp.org/news/news-release/hunger-costs-uganda-56-cent-gdp](http://www.wfp.org/news/news-release/hunger-costs-uganda-56-cent-gdp) ; Programme alimentaire mondial, « 10 Things Everyone Should Know About Hunger In Ethiopia » (communiqué de presse), 24 juin 2013, [www.wfp.org/stories/10-things-everyone-should-know-about-hunger-ethiopia](http://www.wfp.org/stories/10-things-everyone-should-know-about-hunger-ethiopia) ; et R. Martínez et A. Fernández, *The Cost of Hunger : Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Central America and the Dominican Republic*, Santiago, Chili, Nations Unies, 2008.
- 20 Z. Bhutta, J. Das, A. Rizvi, M. Gaffey, N. Walker, S. Horton, P. Webb, A. Lartey et R. Black, « Evidence-Based Interventions for Improvement of Maternal and Child Nutrition: What Can Be Done and at What Cost ? » *The Lancet* 382, n° 9890, 2013, pp.452–477.
- 21 J. Hoddinott, M. Rosegrant et M. Torero, « Investments to Reduce Hunger and Undernutrition ».
- 22 Les données sur la sous-nutrition correspondent à des moyennes sur trois ans et proviennent de la base de données utilisée par la FAO pour *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013*. Les informations relatives au retard de croissance infantile sont répertoriées annuellement et proviennent de la banque de données des indicateurs de développement dans le monde 2013.
- 23 Pour déterminer si des pays sont capables d'éliminer la faim et la sous-nutrition, nous avons d'abord calculé le taux moyen annuel de réduction dans le passé de la prévalence de la sous-nutrition et du retard de croissance, puis utilisé ce chiffre pour réaliser des projections à l'horizon 2025.
- 24 Pour de plus amples détails, voir S. Fan, A. Gulati et S. Dalafi, « Overview of Reforms and Developments in China and India », in *The Dragon and the Elephant : Agricultural and Rural Reforms in China and India*, édité par A. Gulati et S. Fan, Johns Hopkins University Press pour l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Baltimore, 2007.
- 25 La croissance de l'économie rurale explique en grande partie le succès de la Chine depuis 1980. La croissance dans le secteur agricole a eu un impact quatre fois supérieur à celle des secteurs non agricoles. Pour de plus amples détails, voir M. Ravallion et S. Chen, « China's (Uneven) Progress against Poverty », *Journal of Development Economics* 82, n° 1, 2007, pp. 1–42.
- 26 J. von Braun, M. Ruel et A. Gulati, *Accelerating Progress toward Reducing Child Malnutrition in India : A Concept for Action*, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington DC, 2008.
- 27 M. Ravallion, *A Comparative Perspective on Poverty Reduction in Brazil, China, and India*, Rapport de recherche sur les politiques de la Banque mondiale 5080, Banque mondiale, Washington DC, 2009.
- 28 Le programme a pour objectif de garantir un revenu minimum dans les zones urbaines en comblant l'écart entre le revenu réel et un « dibao » fixé localement.
- 29 Fan, Gulati et Dalafi, « Overview of Reforms and Developments in China and India ».
- 30 Von Braun, Ruel et Gulati, *Accelerating Progress toward Reducing Child Malnutrition*.
- 31 Banque mondiale, *Well Begun, Not Yet Done: Vietnam's Remarkable Progress on Poverty Reduction and the Emerging Challenges*, Hanoi, 2012. En 1992, 80 % de la population vietnamienne résidaient dans des zones rurales. L'agriculture représentait la première source de revenu pour 75 % de la main-d'œuvre, et un peu plus de 40 % du produit intérieur brut (PIB). Toutefois, en 2010, la part de l'agriculture dans le PIB est retombée à 20 %, et en 2012, la part de la main-d'œuvre totale dans l'agriculture est retombée à moins de 50 %.
- 32 M. Vandemoortele et K. Bird, *Vietnam's Progress on Economic Growth and Poverty Reduction: Impressive Improvements*, Overseas Development Institute, Londres, 2011.
- 33 Banque mondiale, *Well Begun, Not Yet Done*.
- 34 Vandemoortele et Bird, *Vietnam's Progress on Economic Growth*.
- 35 R. Klump, « Pro-Poor Growth in Vietnam: Miracle or Model? » in *Delivering on the Promise of Pro-Poor Growth: Insights and Lessons from Country Experiences*, édité par T. Besley et L. J. Cord, Banque mondiale et Palgrave, Washington DC, 2007 ; Banque mondiale, *Well Begun, Not Yet Done*.
- 36 Banque mondiale, *Well Begun, Not Yet Done*.
- 37 Klump, « Pro-Poor Growth in Vietnam »; Banque mondiale, *Well Begun, Not Yet Done*.
- 38 Banque mondiale, *Well Begun, Not Yet Done*.
- 39 Ravallion, *A Comparative Perspective on Poverty Reduction*. L'impact sur la pauvreté des réformes économiques lancées au milieu des années 1980 était inadéquat. Une grande part du succès du Brésil dans la promotion d'une croissance pro-pauvres est ultérieure à 1994, année de l'introduction de nouvelles réformes. C'est la croissance dans le secteur des services qui a joué le plus grand rôle dans la croissance pro-pauvres.
- 40 Pour de plus amples détails sur le programme Bolsa Família et ses impacts, voir R. Holmes, J. Hagen-Zanker et M. Vandemoortele, *Social Protection in Brazil : Impacts on Poverty, Inequality, and Growth*, Overseas Development Institute, Londres, 2011 ; A. de Brauw, D. O. Gilligan, J. Hoddinott et S. Roy, « The Impact of Bolsa Família on Women's Decision-Making Power », Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington DC, 2012.

- 41 P. Ananias de Souza, « The Fight against Poverty and Hunger in Brazil », in *The Poorest and Hungry : Assessments, Analyses, and Actions*, édité par J. von Braun, R. Vargas Hill et R. Pandya-Lorch, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington DC, 2009.
- 42 Holmes, Hagen-Zanker et Vandemoortele, *Social Protection in Brazil*.
- 43 Von Braun, Ruel, and Gulati, *Accelerating Progress toward Reducing Child Malnutrition*.
- 44 Ravallion, *A Comparative Perspective on Poverty Reduction*.
- 45 S. Cherdchuchai et K. Otsuka, « Rural Income Dynamic and Poverty Reduction in Thai Villages from 1987 to 2004 », *Agricultural Economics* 35, 2006, pp. 409–423.
- 46 Ibid.
- 47 FAO, *Rapid Growth of Selected Asian Economies: Lessons and Implications for Agriculture and Food Security: Republic of Korea, Thailand, and Viet Nam*, Bangkok, 2006, [www.fao.org/docrep/009/ag089e/AG089E04.htm#ch2](http://www.fao.org/docrep/009/ag089e/AG089E04.htm#ch2).
- 48 H. Leturque et S. Wiggins, *Thailand's Story: Thailand's Progress in Agriculture: Transition and Sustained Productivity Growth*, Overseas Development Institute, Londres, 2011.
- 49 Y. Kachondham, P. Winichagoon et K. Tontisirin, *Nutrition and Health in Thailand: Trends and Actions*, Institute of Nutrition, Mahidol University, Nakhon Pathom, Thaïlande, 1992.
- 50 Von Braun, Ruel et Gulati, *Accelerating Progress toward Reducing Child Malnutrition*.
- 51 Ibid.
- 52 A. Barrientos, *Social Protection and Poverty*, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève, 2010.
- 53 Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *The Promise of Protection : Social Protection and Development in Asia and the Pacific*, Bangkok, 2011.
- 54 X. Diao, S. Fan, S. Kanyarukiga et Y. Bingxin, *Agricultural Growth and Investment Options for Poverty Reduction in Rwanda*, Document de réflexion 689 de l'IFPRI, Washington DC, 2007 ; S. Fan et J. Brzeska, « The Nexus between Agriculture and Nutrition : Do Growth Patterns and Conditional Factors Matter ? » in *Reshaping Agriculture for Nutrition and Health*, édité par S. Fan et R. Pandya-Lorch, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington DC, 2012.
- 55 D. Headey, « Turning Economic Growth into Nutrition-Sensitive Growth », article présenté à la conférence « Leveraging Agriculture for Improving Nutrition and Health », New Delhi, Inde, 10-12 février 2011.
- 56 K. Pauw et J. Thurlow, *Agricultural Growth, Poverty, and Nutrition in Tanzania*, Document de réflexion 947 de l'IFPRI, Washington DC, 2010.
- 57 H. Alderman et J. Hoddinott, « Growth-Promoting Social Safety Nets », in *The Poorest and Hungry : Assessments, Analyses, and Actions*, édité par J. von Braun, R. Vargas Hill et R. Pandya-Lorch, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington DC, 2009 ; Ravallion, *A Comparative Perspective on Poverty Reduction*.
- 58 Alderman et Hoddinott, « Growth-Promoting Social Safety Nets ».
- 59 H. Fritschel, « What's Politics Got to Do with It? » *Insights* (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires) 3, n° 2 2013, pp. 18–27.
- 60 Bhutta et al., « Evidence-Based Interventions for Improvement of Maternal and Child Nutrition »; M. T. Ruel et H. Alderman, « Nutrition-Sensitive Interventions and Programmes : How Can They Help to Accelerate Progress in Improving Maternal and Child Nutrition? », *The Lancet* 382, n° 9890, 2013, pp. 536–551.
- 61 Banque mondiale, *Rapport 2008 sur le développement dans le monde : l'agriculture au service du développement*, Washington DC, 2008. Ce classement des économies est basé sur la part de la croissance agricole dans la croissance globale et la part de la pauvreté rurale dans la pauvreté totale (la pauvreté étant calculée comme la proportion de personnes vivant avec moins de 2,15 dollars EU par jour).

## Action concertée contre la faim et la malnutrition après 2015

- Nations Unies, Plateforme de gestion des connaissances sur le développement durable (Sustainable Development Knowledge Platform), Troisième session du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1630>, accès 19 décembre 2013.
- The World We Want, *Food Security and Nutrition* (Le monde que nous voulons, sécurité alimentaire et nutrition), <http://www.worldwewant2015.org/food2015>, accès 19 décembre 2013.
- Comité de la sécurité alimentaire mondiale, <http://www.fao.org/cfs/cfs-home/cfs40/>, accès 19 décembre 2013.
- « Objectif 5 : « Assurer la sécurité alimentaire et l'équilibre nutritionnel », Nations Unies, Pour un nouveau partenariat mondial : vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable – Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015, New York, 2013, p. 40 ; Objectif 5: « Une bonne nutrition pour tous grâce aux systèmes alimentaires et agricoles durables », Pacte mondial des Nations Unies, Corporate Sustainability and the United Nations Post-2015 Development Agenda, Perspectives from UN Global Compact Participants on Global Priorities and How to Engage Business towards Sustainable Development Goals, Rapport au Secrétaire général des Nations Unies, 2013, p. 15.
- « Objectif 1 : « Mettre fin à l'extrême pauvreté, y compris la faim » et Objectif 6 : « Améliorer les systèmes agricoles et augmenter la prospérité rurale », Conseil de direction du Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies, Programme d'actions pour le développement durable, Rapport destiné au Secrétaire général des Nations Unies, 6 juin 2013, pp. 28–30.
- Nations Unies, *Une vie de dignité pour tous : accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et dans la définition du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 (A Life of Dignity for All : Accelerating Progress towards the Millennium*

Development Goals and Advancing the United Nations Development Agenda beyond 2015), 26 juillet 2013, <http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/A%20Life%20of%20Dignity%20for%20All.pdf>.

7 Ibid., 14.

8 Nations Unies, « Outcome of Global Hunger Summit Major Step towards Ending 'Injustice of Malnutrition'—UN Officials », 8 juin 2013, [www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=45125](http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=45125).

### Lutter contre la faim constitue un bon retour sur investissement

1 A. J. Stein, Rethinking the Measurement of Undernutrition in a Broader Health Context, Document de réflexion 1298 de l'IFPRI, Washington DC, 2013, [www.ifpri.org/publication/rethinking-measurement-undernutrition-broader-health-context](http://www.ifpri.org/publication/rethinking-measurement-undernutrition-broader-health-context).

2 FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2013, Rome, 2013, [www.fao.org/docrep/018/i3300e/i3300e00.htm](http://www.fao.org/docrep/018/i3300e/i3300e00.htm).

3 Les trois études faisaient partie d'une étude plus large consacrée au coût de la faim en Afrique. Celle-ci était menée par la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et soutenue par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et le Programme alimentaire mondial (PAM) : The Cost of Hunger in Egypt : Implications of Child Undernutrition on the Social and Economic Development of Egypt, Addis-Abeba, 2013, [www.wfp.org/content/egypt-cost-hunger-implications-child-undernutrition-social-economic-development-june-2013](http://www.wfp.org/content/egypt-cost-hunger-implications-child-undernutrition-social-economic-development-june-2013) ; The Cost of Hunger in Uganda : Implications on National Development and Prosperity, Addis-Abeba, 2013, [www.wfp.org/news/news-release/hunger-costs-uganda-56-cent-gdp](http://www.wfp.org/news/news-release/hunger-costs-uganda-56-cent-gdp); et The Cost of Hunger in Ethiopia : Implications for the Growth and Transformation of Ethiopia, Addis-Abeba, 2013, [www.wfp.org/stories/10-things-everyone-should-know-about-hunger-ethiopia](http://www.wfp.org/stories/10-things-everyone-should-know-about-hunger-ethiopia).

4 R. Martínez et A. Fernández, The Cost of Hunger : Social and Economic Impact of Child Undernutrition in Central America and the Dominican Republic, Nations Unies, Santiago, Chili, 2008, [www.eclac.org/publicaciones/xml/9/32669/DP\\_CostHunger.pdf](http://www.eclac.org/publicaciones/xml/9/32669/DP_CostHunger.pdf).

5 J. F. Hoddinott, « The Economic Cost of Malnutrition », in The Road to Good Nutrition : A Global Perspective, édité par M. Eggersdorfer, K. Kraemer, M. T. Ruel, M. Van Ameringen, H. K. Biesalski, M. Bloem, J. Chen, A. Lateef et V. Mannar, 64–73, Karger, Bâle, 2013.

6 Z. A. Bhutta, J. K. Das, A. Rizvi, M. F. Gaffey, N. Walker, S. Horton, P. Webb, A. Lartey et R. Black, « Evidence-Based Interventions for Improvement of Maternal and Child Nutrition : What Can Be Done and at What Cost ? » The Lancet 382, n° 9890, 2013, pp. 452–477, [http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736\(13\)60996-4](http://dx.doi.org/10.1016/S0140-6736(13)60996-4).

7 J. L. Ravelo, « Big Commitments Made at London Nutrition Summit », Devex, 10 juin 2013, [www.devex.com/en/news/nutrition-summit-commitments-and-targets/81200](http://www.devex.com/en/news/nutrition-summit-commitments-and-targets/81200).

### Mesurer la faim et la sous-nutrition avec précision et dans la durée

1 Un certain nombre de critères pluridimensionnels ont été développés pour mesurer la faim et la sous-nutrition, dont l'indice mondial de la faim de l'IFPRI et le calcul par l'OMS des années de vie ajustées à l'incapacité (disability-adjusted life years ou DALY). À ce jour, ces indicateurs composites peuvent être améliorés et devenir méthodologiquement plus solides et plus pertinents pour la conception de stratégies et de politiques.

2 FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013*.

3 D. Headey et O. Ecker, « Rethinking the Measurement of Food Security: From First Principles to Best Practice », *Food Security* 5, n° 3, 2013, pp. 327–343.

4 FAO, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013*.

5 J. Hoddinott et Y. Yohannes, Dietary Diversity as a Food Security Indicator, Document de réflexion 136, Food Consumption and Nutrition Division ; IFPRI, Washington DC, 2002 ; M. Arimond et M. T. Ruel, « Dietary Diversity Is Associated with Child Nutritional Status : Evidence from 11 Demographic and Health Surveys », *Journal of Nutrition* 134, n° 10, 2004, pp. 2579–2585 ; M. Arimond, D. Wiesmann, E. Becquey, A. Carriquiry, M. C. Daniels, M. Deitchler, N. Fanou-Fogny, M. L. Joseph, G. Kennedy, Y. Martin-Prevel, et L. E. Torheim, « Simple Food Group Diversity Indicators Predict Micronutrient Adequacy of Women's Diets in 5 Diverse, Resource-Poor Settings », *Journal of Nutrition* 140, n° 11, 2010, pp. 2059–2069.

6 A. Swindale et P. Bilinsky, Household Dietary Diversity Score (HDDS) for Measurement of Household Food Access : Indicator Guide, version 2, Food and Nutrition Technical Assistance [FANTA], Washington DC, FHI 360, 2006 ; Programme alimentaire mondial, Food Consumption Analysis : Calculation and Use of the Food Consumption Score in Food Security Analysis, Rome, 2008.

7 L. Haddad, « How Should Nutrition Be Positioned in the Post-2015 Agenda? » *Food Policy* 43, 2013, pp. 341–352.

8 C. M. Olsen, « Nutrition and Health Outcomes Associated with Food Insecurity and Hunger », *Journal of Nutrition* 129, n° 2, 1999, pp. 5215–5245.

9 Headey et Ecker, « Rethinking the Measurement of Food Security ».

### Éliminer la faim et la malnutrition : les responsables doivent rendre des comptes

1 Nations Unies, Rapport 2013 sur les objectifs du Millénaire pour le développement, New York, 2013, [www.un.org/millenniumgoals/pdf/report-2013/mdg-report-2013-english.pdf](http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/report-2013/mdg-report-2013-english.pdf).

2 D. Te Lintelo, L. Haddad, J. Leavy et R. Lakshman, « Measuring the Commitment to Reduce Hunger: A Hunger Reduction Commitment Index », *Food Policy* 44, février 2014, pp. 115–128.

3 Institute of Development Studies, Hunger and Nutrition Commitment Index, [www.hancindex.org/](http://www.hancindex.org/).

4 L. Haddad, « How Can We Build an Enabling Political Environment to Fight Undernutrition? » *European Journal of Development Research* 25, n° 1, 2012, pp. 13–20.

# RAPPORT 2013 SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES MONDIALES

**C**E RAPPORT PHARE DE L'IFPRI PASSE EN REVUE LES PRINCIPALES QUESTIONS, ÉVOLUTIONS ET décisions en matière de politiques alimentaires de l'année 2013. Il met en perspective les mesures de politique alimentaire qui, au cours de cette année, ont été couronnées de succès ou ont échoué. Il fournit également des recommandations utiles pour l'élaboration de politiques visant à améliorer la situation des pauvres dans les pays en développement.

Les contributions à ce rapport par des chercheurs de l'IFPRI et d'autres spécialistes reconnus dans le domaine des politiques alimentaires s'appuient sur des recherches rigoureuses et couvrent un large éventail de questions fondamentales :

- ▶ Quelle direction prend l'agenda mondial du développement alors qu'approche l'échéance de 2015 fixée pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ?
- ▶ Quels sont les investissements et les politiques qui peuvent mieux contribuer à l'éradication de la faim et la sous-nutrition dans le monde à l'horizon 2025 ?
- ▶ Dans quelle mesure l'instrument législatif historique qu'est la loi indienne sur la sécurité alimentaire nationale pourra-t-il assurer l'accès à une alimentation adéquate à des prix raisonnables ?
- ▶ Quelles sont les politiques, les investissements et les technologies les plus susceptibles d'améliorer de façon durable la productivité agricole, de relier les petits producteurs aux marchés, et d'assurer que leurs produits soient sûrs et nutritifs ?
- ▶ Comment peut-on rectifier la politique de la nutrition de façon à créer un environnement permettant aux politiques de promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle ?
- ▶ Quelles ont été les principales évolutions dans les régions et les pays où les populations sont pauvres et souffrent de la faim ?

Le *Rapport 2013 sur les politiques alimentaires mondiales* fournit des données concernant différents indicateurs clés liés aux politiques alimentaires, y compris des données par pays sur la faim, les dépenses en matière de recherche agricole, et la capacité de recherche en politique alimentaire. Il est illustré par un grand nombre de figures et tableaux et présente également un calendrier des problèmes, actions et événements de l'année 2013 en matière de politiques alimentaires.

Pour plus d'informations concernant le Rapport 2013 sur les politiques alimentaires mondiales, veuillez consulter <http://www.ifpri.org/gfpr/2013>.



INTERNATIONAL  
FOOD POLICY  
RESEARCH  
INSTITUTE

IFPRI

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES  
Un monde sans faim ni malnutrition

2033 K Street, NW, Washington, DC 20006-1002 USA | Tél.: +1.202.862.5600 | Fax: +1.202.467.4439 | Skype: IFPRIhomeoffice | [ifpri@cgiar.org](mailto:ifpri@cgiar.org) | [www.ifpri.org](http://www.ifpri.org)